

**M E N T I O N**

Dénomination / Raison sociale de la Société : Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat  
Luxembourg

Siège social : 1 place de Metz L-2954 Luxembourg

Numéro d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés : B30775

Les comptes annuels au 31 décembre 2011  
ont été enregistrés et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT  
LUXEMBOURG**

Siège Central:  
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)

**Comptes annuels audités 2011**

## TABLE DES MATIERES

## PAGES

<b>DECLARATION SUR LA CONFORMITE DES ETATS FINANCIERS.....</b>	<b>4</b>
<b>RAPPORT DE GESTION.....</b>	<b>6</b>
<b>RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE .....</b>	<b>19</b>
<b>COMPTES ANNUELS AUDITES.....</b>	<b>22</b>
<b>Bilan au 31 décembre 2011.....</b>	<b>23</b>
<b>Compte de résultat au 31 décembre 2011 .....</b>	<b>25</b>
<b>Etat du résultat global au 31 décembre 2011 .....</b>	<b>26</b>
<b>Tableau de variation des capitaux propres au 31 décembre 2011 .....</b>	<b>27</b>
<b>Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2011 .....</b>	<b>28</b>
<b>NOTES AUX COMPTES ANNUELS .....</b>	<b>31</b>
<b>1 INFORMATION GENERALE.....</b>	<b>32</b>
<b>2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS .....</b>	<b>32</b>
2.1 Respect des principes comptables.....	32
2.2 Transactions en monnaies étrangères .....	34
2.3 Opérations bancaires.....	35
2.4 Tableau des flux de trésorerie .....	40
<b>3 INFORMATIONS SUR LES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES AUX RUBRIQUES DU BILAN .....</b>	<b>41</b>
3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales .....	41
3.2 Les instruments financiers .....	41
3.3 Immobilisations corporelles.....	49
3.4 Immobilisations incorporelles .....	51
3.5 Les contrats de location .....	51
3.6 Avantages au personnel .....	51
3.7 Provisions .....	53
3.8 Impôts différés .....	54
<b>4 NOTES AU BILAN.....</b>	<b>55</b>
4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales .....	55
4.2 Instruments financiers.....	55
4.3 Parts dans les entreprises associées et dans les filiales .....	58
4.4 Titres détenus jusqu'à échéance .....	58
4.5 Titres nantis dans le cadre d'opérations de cession-rétrocession.....	59
4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles.....	59
4.7 Encours souverains inclus dans les différents portefeuilles .....	60
4.8 Instruments dérivés.....	61
4.9 Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit .....	63

4.10	Prêts et avances au coût amorti – Clientèle .....	63
4.11	Immobilisations corporelles à usage propre .....	65
4.12	Immobilisations incorporelles .....	66
4.13	Immobilisations corporelles de placement.....	67
4.14	Autres actifs .....	68
4.15	Impôts : Actifs et passifs d'impôts .....	68
4.16	Emissions de titres.....	70
4.17	Dépôts évalués au coût amorti – Etablissements de crédit .....	72
4.18	Dépôts évalués au coût amorti – Clientèle privée et secteur public.....	72
4.19	Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies.....	72
4.20	Provisions .....	74
4.21	Autres passifs.....	75
4.22	Transactions avec les parties liées .....	75
4.23	Honoraires du réviseur d'entreprises agréé.....	76
4.24	Éléments de hors bilan.....	77
<b>5</b>	<b>NOTES AU COMPTE DE RESULTAT .....</b>	<b>78</b>
5.1	Résultat d'intérêts .....	78
5.2	Revenus de valeurs mobilières .....	78
5.3	Commissions .....	79
5.4	Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat .....	79
5.5	Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction.....	79
5.6	Résultat net sur opérations de couverture .....	80
5.7	Autres résultats nets d'exploitation.....	80
5.8	Frais de personnel .....	81
5.9	Autres frais généraux administratifs .....	81
5.10	Corrections de valeur sur immobilisations corporelles .....	81
5.11	Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles.....	82
5.12	Corrections de valeur sur immeubles de placement.....	82
5.13	Corrections de valeur sur risques de crédit individuels et collectifs .....	82
5.14	Dotations/Reprises aux provisions.....	83
5.15	Charge d'impôt .....	83
<b>6</b>	<b>GESTION DES RISQUES FINANCIERS .....</b>	<b>85</b>
6.1	Règles générales de gestion des risques financiers .....	85
6.2	Exposition au risque de crédit.....	89
6.3	Risque de marché.....	99
6.4	Risque de liquidité.....	108
6.5	Le capital économique .....	110

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,  
LUXEMBOURG**

**DECLARATION SUR LA CONFORMITE  
DES ETATS FINANCIERS**

**31 décembre 2011**

Luxembourg, le 14 mars 2012

Concerne : **Déclaration sur la conformité des états financiers et du rapport de gestion conformément aux dispositions de l'article 3 de la « Loi Transparence »**

Par la présente, nous vous informons qu'à notre connaissance les comptes annuels au 31 décembre 2011 de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, établis conformément au corps de normes comptables applicable, donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des résultats, et que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution, les résultats et la situation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle est confrontée.

Pour le Comité de direction

Michel Birel  
Directeur Général adjoint

Jean-Claude Finck  
Directeur Général

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,  
LUXEMBOURG**

**RAPPORT DE GESTION**  
**31 décembre 2011**

## **RAPPORT DE GESTION DE LA BCEE**

L'année 2011 fut marquée par une succession de catastrophes naturelles et de chocs géopolitiques et financiers avec le tremblement de terre et le tsunami au Japon, le Printemps arabe et la crise de la dette de la zone euro qui ont engendré un ralentissement de l'activité économique mondiale.

En Europe, la reprise s'est essoufflée au deuxième trimestre en raison de l'aggravation de la crise de la dette souveraine et d'une demande agrégée faible liée à un chômage élevé et à des mesures d'austérité fiscale.

L'économie luxembourgeoise n'a pas été épargnée par la dégradation de l'environnement financier international et le Gouvernement a annoncé des nouvelles mesures d'assainissement pour maintenir la situation budgétaire en équilibre dans un contexte de croissance économique faible.

Dans ce contexte, la BCEE affiche un résultat net de 186,8 millions d'euros, soit un accroissement de 1,0% par rapport à l'exercice précédent. Ce bénéfice a été généré par le dynamisme de l'ensemble des activités classiques de la Banque.

Le plan d'investissement dans les grands projets stratégiques commerciaux, réglementaires et de gestion des risques a été maintenu à un niveau élevé tout au long de l'exercice 2011.

Sur le plan commercial, la BCEE a poursuivi son projet de grande envergure débuté en 2009 sur la refonte de ses applications informatiques en matière de gestion des opérations sur titres de la clientèle.

Sur le plan réglementaire et de la gestion des risques, la Banque a participé au stress test bancaire européen et à l'exercice de recapitalisation bancaire organisés par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) et a entamé les travaux de préparation pour répondre aux nouvelles exigences posées par la réglementation Bâle III qui sera transposée en droit européen par le biais d'un règlement sur les exigences de fonds propres.

La Banque a opté pour un reporting de ses activités en trois segments: Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public; Banque des Marchés et des Fonds d'Investissement; et Autres. Ces segments sont présentés en détail sur les pages suivantes.



## **Forte progression du segment “Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public”**

### **Particuliers et Professionnels**

Le développement de cette clientèle traditionnelle de la BCEE est particulièrement encourageant. Des investissements importants visant à améliorer continuellement la qualité de la relation avec cette clientèle ont été réalisés.

Tout d'abord, la Banque a inauguré les nouveaux locaux des Centres financiers Dudelange et Mamer. Ces projets s'inscrivent dans le programme de modernisation du réseau des agences, qui est basé sur une stratégie commerciale consistant en la mise en place de centres financiers répartis équitablement à travers le pays et mettant à disposition de la clientèle des conseillers spécialisés dans les différents domaines bancaires.

L'offre personnalisée de services via le réseau des agences est complétée par l'offre de services bancaires électroniques à la pointe du progrès et constamment mise à jour. La BCEE compte désormais plus de 160.000 conventions S-net, ce qui confirme sa position incontestée de leader sur le marché des services bancaires électroniques au Luxembourg.

La Banque a connu une progression dynamique de ses encours de financements, en particulier dans le domaine du logement avec une progression des encours des prêts au logement de 10,7%. Elle a élargi la gamme des “EcoPrêts” et a organisé des conférences visant à sensibiliser la clientèle à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la mise en valeur des énergies renouvelables.

La collecte de l'épargne a fortement augmenté. En effet, les conditions difficiles sur les marchés financiers incitent les clients à rechercher la sécurité. De même, les encours sur comptes à terme ont fortement évolué à la hausse, entérinant leur statut de placement refuge.

La Banque a émis plusieurs produits structurés à capital garanti et a continué à élargir son offre de fonds d'investissement par le lancement d'un nouveau compartiment de la sicav LUX-PROTECT visant à réaliser des revenus stables à moyen et long terme.

Afin de souligner sa présence commerciale sur le marché des assurances, la Banque a élaboré conjointement avec la société d'Assurances La Luxembourgeoise-Vie « LALUX Safe Cover », une assurance-vie sans formalités médicales dont les primes sont fiscalement déductibles.

## **Entreprises et Secteur Public**

La BCEE a réalisé une croissance dynamique de ses activités dans le domaine très compétitif de la Banque des Entreprises et du Secteur Public. La qualité de son service et le dynamisme de ses équipes ont permis d'accroître les encours.

La Banque dispose d'équipes de conseillers PME au sein de chaque centre financier et a proposé des conférences sur divers sujets d'actualité à l'attention de la clientèle professionnelle dans le cadre de ses actions de responsabilité sociale de l'entreprise.

## **Evolution des revenus de la "Banque des Marchés" et des "Fonds d'Investissement"**

### **Banque des Marchés**

Dans un contexte de marché caractérisé par l'aggravation de la dette souveraine européenne, les revenus de la Banque des Marchés sont en forte diminution. La cession à perte de titres émis par un Etat souverain et le reclassement de swaps d'intérêts de couverture qui s'en est suivi ont fortement pénalisé les revenus.

Le coût du risque a sensiblement augmenté en raison des corrections de valeur enregistrées sur les titres de la dette grecque.

### **Administration et Gestion des Fonds d'Investissement**

Le produit net bancaire est en repli par rapport à 2010 en raison de la baisse des revenus de l'activité sur administration et gestion d'OPC in-house suite à la diminution des dividendes perçus. En revanche, les encours sur OPC de Tiers sont en forte progression.

Grâce à une reprise nette de corrections de valeur, l'activité parvient à afficher un résultat positif.

**Exposition de la BCEE au risque souverain**

Avec l'amplification de la crise de la dette souveraine, les expositions des banques sur certains Etats de la zone euro ont été publiées à la suite du stress test bancaire européen et de l'exercice de recapitalisation bancaire initiés par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) sur base des chiffres au 31 décembre 2010, respectivement au 30 septembre 2011. La mise à jour des encours de la Banque sur certains Etats souverains européens au 31 décembre 2011 se présente comme suit:

Nominal par pays et par année d'échéance:

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
Espagne	100.000.000	-	-	-	-	-	65.000.000	165.000.000
Grèce	-	-	25.000.000	55.000.000	50.000.000	-	-	130.000.000
Italie	-	155.991.612	289.365.888	355.000.000	300.000.000	90.000.000	25.000.000	1.215.357.500
Portugal	-	65.000.000	100.000.000	-	-	-	25.000.000	190.000.000
Total	100.000.000	220.991.612	414.365.888	410.000.000	350.000.000	90.000.000	115.000.000	1.700.357.500

Valeur comptable par classe d'actifs:

Pays	31/12/2010			31/12/2011		
	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total
Espagne	166.597.167	4.997.415	171.594.582	167.939.697	5.001.740	172.941.437
Grèce	84.539.994	-	84.539.994	32.871.549	-	32.871.549
Italie*	1.967.511.090	383.814.314	2.351.325.404	1.134.927.509	-	1.134.927.509
Portugal	163.483.466	15.105.759	178.589.224	122.218.243	15.107.985	137.326.228
Total	2.382.131.717	403.917.488	2.786.049.205	1.457.956.998	20.109.725	1.478.066.723

Juste valeur par classe d'actifs:

Pays	31/12/2010			31/12/2011		
	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total
Espagne	166.597.167	4.685.271	171.282.438	167.939.697	4.924.921	172.864.618
Grèce	84.539.994	-	84.539.994	32.871.549	-	32.871.549
Italie*	1.967.511.090	386.750.500	2.354.261.589	1.134.927.509	-	1.134.927.509
Portugal	163.483.466	14.259.347	177.742.813	122.218.243	11.204.132	133.422.375
Total	2.382.131.717	405.695.118	2.787.826.835	1.457.956.998	16.129.053	1.474.086.051

\* Fin 2010, la Banque avait dans ses livres un contrat CDS à sous-jacent « République d'Italie », contrat échu mi-2011 (nominal 37,4 millions EUR et juste valeur de -0,3 million EUR).

La Banque n'a pas d'exposition sur la dette souveraine irlandaise.

Dans un souci de réduction de son exposition face au risque souverain italien, la Banque a vendu des positions substantielles de la classe d'actifs des titres disponibles à la vente tout au long du deuxième semestre 2011.

Traitement spécifique pour la Grèce et approche appliquée:

Parmi les Etats qui ont fait appel à un plan de soutien européen, la Grèce est le seul pays à présenter des indications objectives de dépréciation suivant application des normes IFRS.

Une dépréciation à hauteur de 74,7% fut actée sur l'encours souverain grec. En conformité avec les instructions de la circulaire CSSF 11/526, la Banque a eu recours à son stock de provision forfaitaire pour atténuer l'effet de cette dépréciation.

L'ensemble des positions détenues par la Banque tombent dans le périmètre du programme de rééchelonnement d'une partie de la dette grecque détenue par le secteur privé lancé en été 2011 et dont les conditions exactes n'ont été avalisées que lors de la réunion marathon des Ministres des Finances des pays membres de l'Union monétaire européenne qui s'est achevée le 21 février 2012.

## **Déclaration sur le gouvernement d'entreprise**

Suivant la loi organique du 24 mars 1989, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg est un établissement public autonome doté de la personnalité juridique, placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le Trésor dans ses attributions. Cette loi définit également les différents organes de la Banque constituant le gouvernement d'entreprise, à savoir le Conseil d'administration, le Comité de direction et le Commissaire de surveillance. Les règles applicables à leur nomination, leur remplacement ainsi que leurs pouvoirs y sont également précisés.

## **Politique de gestion des risques**

La gestion des risques de crédit reste au centre des préoccupations de la Banque. Suite à l'accord trouvé par le Comité de Bâle sur le renforcement des fonds propres des banques dans le cadre de la réforme bancaire de Bâle III, la BCEE a continué avec les travaux préparatoires à la mise en place de cet accord en plusieurs étapes, qui s'enchaîneront jusqu'en 2019.

La BCEE a participé au stress test bancaire européen 2011 ainsi qu'à l'exercice de recapitalisation bancaire réalisé par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE). Les résultats ont fait apparaître que la Banque dispose des fonds propres et de la robustesse nécessaire pour absorber les chocs des marchés en cas de crise économique, confirmant ainsi les résultats de 2010.

La gestion des risques est décrite en détail dans la note 6 des comptes annuels au 31 décembre 2011. Le présent chapitre est subdivisé en quatre grandes catégories de risque: risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

## Risque de crédit

Dans le domaine des crédits à l'économie nationale, les décisions sont prises au sein de différents comités de crédit, hiérarchisés en fonction de l'encours global du client. Les prêts hypothécaires au logement représentent plus de la moitié du portefeuille. Le risque de crédit est alors couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures adéquates pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des engagements par secteur et par contrepartie. Grâce à son système de notations internes, la Banque est en mesure d'effectuer un suivi continu du risque par portefeuilles agrégés.

La plupart des contreparties du portefeuille international sont des établissements bancaires et financiers. L'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios de rentabilité, de solvabilité et de liquidité pour apprécier la solidité financière de la contrepartie, tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management et le rating externe.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA ("International Swaps and Derivatives Association Inc.") qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est dotée d'un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA ("Credit Support Annex") des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors-bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. Fin 2011, environ 90% du volume des opérations sur produits dérivés a été réalisé dans le contexte d'un contrat ISDA-CSA.

## Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie et aux opérations de négociation.

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM ("Asset Liability Management"), qui, d'une part, assure l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés et, d'autre part, assure le refinancement des portefeuilles des crédits ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de Départements.

Toutes les composantes du risque de marché, comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions en instruments du bilan et du hors-bilan de l'ALM, de la trésorerie ou du

portefeuille de négociation, sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système “front-office” et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Le Comité de direction est informé régulièrement par une unité indépendante de la salle des marchés du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus.

Les niveaux de risque sont principalement, mais non exclusivement, surveillés moyennant un modèle de “Value at Risk” (VaR). Les activités de négociation et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (VAN) des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore “Basis Point Value” (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et des ordres “stop-loss”.

## **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. Ce suivi inclut à la fois un rapprochement très détaillé des flux entrants et sortants sur une échéance de six mois au niveau de la trésorerie ainsi qu'une vue à moyen et long terme des besoins structurels de financement. La Banque a réalisé à un rythme trimestriel en 2011 le stress test exigé par la circulaire CSSF 09/403, qui a montré que la Banque serait capable, du fait des actifs liquides qu'elle détient, de faire face à une situation inattendue de retraits massifs sur une durée prolongée.

Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement Euro Commercial Paper (ECP), US Commercial Paper (USCP) et Euro Medium Term Notes (EMTN) qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de grande qualité permet à la Banque un refinancement à la fois auprès de la Banque centrale européenne et dans le marché de la mise en pension de titres.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit “intraday” et “overnight” auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque vise à disposer en permanence d'un portefeuille d'un minimum de 4 milliards d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL. En 2011, le volume du portefeuille d'actifs éligibles au refinancement auprès de la BCL ou mobilisable dans le marché interbancaire a dépassé en permanence la barre de 9,4 milliards d'euros.

Depuis 2009, la Banque est membre indirect du système de règlement des transactions de change CLS<sup>1</sup>. La très majeure partie des opérations de change est aujourd'hui réalisée via CLS. La participation à ce système élimine pratiquement le risque de contrepartie lié aux opérations de change par le principe du "Payment-versus-Payment" et elle réduit le risque de liquidité de la Banque du fait de l'application d'une compensation entre transactions, ce qui diminue considérablement les volumes transférés pour les transactions en question.

## **Risque opérationnel**

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadaptées ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

Dans le but de centraliser la gestion du risque opérationnel, la Banque exploite un outil permettant la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II. Ainsi, la Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents qui ont un impact sur le résultat de la Banque et qui sont relatifs à une défaillance humaine ou informatique. Les incidents font par ailleurs l'objet d'une analyse récurrente au niveau d'un certain nombre de comités de la Banque.

La Banque vise à diminuer le risque opérationnel par une amélioration constante des systèmes d'exploitation et des structures organisationnelles.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, le suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à éviter d'éventuels incidents. La fonction "Compliance" veille au respect de toute réglementation en vigueur par la mise en place de procédures, la formation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et le suivi des réclamations de la clientèle.

Le service "Organisation" est en charge de la coordination des principaux projets informatiques de la Banque avec comme objectif d'assurer la gestion du changement et d'éviter les risques opérationnels inhérents à ces projets. Au-delà, sa mission consiste à veiller à la sécurité physique et informatique de la Banque, avec la coordination des plans "Disaster Recovery Plan" (DRP) et "Business Continuity Plan" (BCP) qui servent à assurer la continuité des services de la Banque en cas de sinistre majeur.

Dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information, une attention toute particulière est accordée en permanence à la protection des informations relatives aux clients. Les considérations de sécurité font partie intégrante de tous les projets informatiques et la Banque fait régulièrement appel à des audits de sécurité dédiés pour confirmer le niveau de sécurité atteint.

---

<sup>1</sup> Continuous-Linked Settlement

Finalement, la Banque dispose de polices d'assurance pour se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent les principaux domaines d'activités. Une partie de ces risques est prise en charge par la société de réassurance Spuerkeess-Ré.

## **Risque financier et comptabilité de couverture**

Les comptes annuels sont préparés en conformité avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg pour les établissements de crédit. A l'exception des principes comptables relatifs à la comptabilisation de la provision "AGDL" (Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg), de la provision forfaitaire et des postes spéciaux avec une quote-part de réserves, les comptes annuels sont basés sur les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne.

La Banque a recours aux instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix fixe (indices boursiers, prix d'actions). Les instruments dérivés couramment utilisés sont les "Interest rate swaps" (IRS) et les "Cross currency interest rate swaps" (CIRS) dans le cadre d'opérations de couverture standard "Plain Vanilla". Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente et contenant des dérivés incorporés par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner certains instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par la norme IAS 39.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.

## **Gestion et suivi des risques inhérents à l'établissement de l'information financière**

La Banque s'est dotée des procédures et des systèmes de contrôle nécessaires à l'établissement et au suivi de l'information financière. Afin d'assurer la qualité et l'exhaustivité de l'information financière, la Banque procède quotidiennement au suivi des mouvements sur comptes internes, surveille les principales composantes du compte de résultat telles la marge d'intérêt, les commissions et les frais généraux et vérifie l'exhaustivité des informations reçues des différentes applications informatiques qui se trouvent en amont du système d'information comptable. Mensuellement, la Banque procède à des réconciliations de soldes sur comptes d'attente, sur comptes de proratisation des intérêts et autres comptes internes.



Parmi les systèmes de contrôle figure le bilan journalier qui est établi afin de permettre à diverses entités de la Banque, notamment à la salle des marchés, de procéder à un suivi de l'impact des opérations initiées.

En ce qui concerne les exercices d'évaluation des positions détenues en portefeuille ou de détermination des corrections de valeur sur actifs présentant des indications de dépréciation, une collaboration étroite entre les équipes comptables et les services de gestion des risques a été définie.

Au-delà des contrôles purement comptables, la Banque assure un suivi régulier de la rentabilité commerciale par client, par produit et par métier et procède à une analyse mensuelle du budget des dépenses. Le Comité de direction prend connaissance des performances des différents métiers de la Banque via un "Management Information System". De même, il analyse et valide sur base mensuelle la situation financière ainsi que le suivi du budget des dépenses.

## **Légère progression du résultat dans un contexte économique très difficile**

Les résultats financiers de la Banque au 31 décembre 2011 sont en légère progression par rapport à ceux affichés pour l'exercice 2010.

Le produit bancaire s'élève à 497,1 millions d'euros fin 2011.

La marge nette d'intérêt est en augmentation de 9,9%, grâce au dynamisme des activités de crédits et de la progression des dépôts de la clientèle non bancaire.

Le résultat sur commissions est en hausse de 7,5%, hausse principalement liée au bon développement des activités bancaires "classiques" de la clientèle non bancaire dans le domaine des crédits et des paiements.

Les revenus de valeurs mobilières à revenu variable ont diminué de 19,4% en raison de la baisse des dividendes encaissés en provenance de certaines participations dans des entreprises liées.

Le résultat sur instruments financiers passe de 5,2 millions d'euros fin 2010 à -52,1 millions d'euros au 31 décembre 2011. Par nature plus volatile, cette rubrique inclut le résultat de l'activité négoce de valeurs mobilières et d'instruments dérivés, le résultat de réalisations d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat sur opérations de couverture de juste valeur ainsi que le résultat sur opérations de change. La variation significative de cette catégorie de revenu trouve son origine dans le reclassement de swaps d'intérêts, initialement actés à la catégorie «résultat sur opérations de couverture», vers la catégorie « résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction», suite à la vente ou au provisionnement des actifs qui étaient couverts à l'origine.

Les résultats d'évaluation des valeurs mobilières à revenu fixe, qui font partie des actifs financiers disponibles à la vente et dont les prix ont souffert dans le contexte de la crise de la dette souveraine européenne, sont renseignés dans le poste "réserve de réévaluation" des capitaux propres. Il en est de même des résultats d'évaluation relatifs aux valeurs mobilières à revenu variable du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente. La réserve de réévaluation s'élève à 370,6 millions d'euros fin 2011 en régression de 125,6 millions d'euros, soit -25,3%.

Les autres produits et charges d'exploitation sont en baisse et passent de 7,8 millions d'euros fin 2010 à 6,6 millions d'euros fin 2011.

Grâce à une politique rigoureuse de maîtrise des coûts, la Banque a pu limiter la croissance de ses frais généraux totaux, y inclus les corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles à 3,9%. D'importants projets de réingénierie et d'automatisation des processus contribuent à améliorer constamment la productivité. Ces éléments ont permis d'atténuer l'effet de la croissance structurelle des frais de personnel tout en préservant la qualité du service rendu.

Suite à la dégradation du contexte économique, la Banque a dû réaliser des corrections de valeur nettes pour risques de crédit individuels et collectifs de 87,6 millions d'euros en 2011. L'effet de ces corrections de valeur a été atténué par l'enregistrement d'une reprise de provision forfaitaire de 57,0 millions d'euros, en conformité avec la circulaire CSSF 11/526.

Compte tenu des éléments qui précèdent, la Banque peut afficher, pour l'exercice 2011, un bénéfice net de 186,8 millions d'euros contre 185,0 millions d'euros un an plus tôt, en hausse de 1,8 millions d'euros ou de 1,0%.

Après distribution d'une partie du bénéfice net à l'Etat luxembourgeois, le résultat restant permet à la Banque de renforcer ses fonds propres, dont le niveau est largement suffisant pour répondre aux normes communautaires en matière de solvabilité avec un ratio intégré d'adéquation des fonds propres (sans exigence transitoire additionnelle) au 31 décembre 2011 de 23,0% et un ratio Tier 1 de 14,4%. Les fonds propres de base se situent à 1.481,9 millions d'euros au 31 décembre 2011.

## **Perspectives pour l'année 2012**

Au niveau européen, l'inquiétude à propos de la viabilité des dettes souveraines va continuer à entretenir une croissance morose en 2012. Une évolution plus favorable ne sera possible que si les gouvernements parviennent à rétablir la confiance en adoptant des mesures décisives et des réponses institutionnelles permettant d'assurer un financement de la dette souveraine à des taux d'intérêt raisonnables.

Au Luxembourg, les perspectives économiques prévoient un ralentissement de la croissance en 2012 et le Gouvernement va être amené à prendre des mesures de politique économique et fiscale supplémentaires pour ne pas creuser le déficit public.

Avec un ratio Tier 1 de 14,4%, la Banque dispose de fonds propres largement suffisants pour répondre aux exigences prévues par la réforme bancaire Bâle III en matière de solvabilité. Par ailleurs, compte tenu de la base des dépôts très solide, le besoin de refinancement par appel au marché obligataire sera très limité en 2012.

Dans le contexte décrit ci-dessus, la Banque a confiance en sa capacité à pouvoir développer avec succès ses activités conformément aux missions lui confiées par la loi du 24 mars 1989 et en continuité avec les développements du passé.

## **Evénements postérieurs à la clôture**

Des événements importants, mettant en cause la marche normale des affaires de la Banque, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2011.

Suite à l'accord du 21 février 2012 entre les ministres des Finances de l'Union monétaire européenne sur le nouveau plan de sauvetage de la Grèce, le taux de contribution du secteur privé a été fixé à 53,5%. La BCEE avait déjà largement anticipé cette décote en ajustant la correction de valeur sur les prix de marché fin 2011 ce qui a porté le taux de perte estimé à 74,7%.

Luxembourg, le 14 mars 2012

Pour le Comité de direction

Michel Birel	Jean-Claude Finck
Directeur Général adjoint	Directeur Général

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,  
LUXEMBOURG**

**RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE**  
**31 décembre 2011**



## Rapport d'audit

Au Conseil d'Administration de  
**Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg**

---

### Rapport sur les comptes annuels

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, comprenant le bilan au 31 décembre 2011, ainsi que le compte de résultat et l'état du résultat global, le tableau de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

#### *Responsabilité du Comité de Direction et du Conseil d'Administration pour les comptes annuels*

L'établissement et la présentation sincère de ces comptes annuels conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, relèvent de la responsabilité du Comité de Direction et font l'objet d'une approbation par le Conseil d'Administration conformément à la loi organique du 24 mars 1989. Le Comité de Direction est également responsable de la mise en place d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

#### *Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites sous la responsabilité du Comité de Direction et approuvées par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



*Opinion*

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière de Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg au 31 décembre 2011, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

**Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires**

Le rapport de gestion, qui relève de la responsabilité Comité de Direction et fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels.

PricewaterhouseCoopers S.à r.l.  
Représentée par

Luxembourg, 14 mars 2012

Pierre Krier

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,  
LUXEMBOURG**

**COMPTES ANNUELS AUDITES**  
**31 décembre 2011**

## Bilan au 31 décembre 2011

<b>ACTIF du Bilan</b>			
	<b>Notes</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2011</b>
<b>en euros</b>			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	4.1.	1.305.028.308	2.459.527.085
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	4.9.	6.072.632.058	5.858.242.107
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	4.10.	14.072.353.104	16.594.034.238
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.8.	112.640.654	235.341.022
Instruments dérivés de couverture	4.8.	53.414.065	149.193.054
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	4.2.	10.661.088.955	8.438.492.520
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	4.2.	791.518.490	806.988.482
Titres détenus jusqu'à échéance	4.4.	4.373.847.760	4.644.327.498
Parts dans les entreprises associées et dans les filiales	4.3.	236.304.535	179.068.603
Immobilisations corporelles à usage propre	4.11.	170.973.780	173.154.558
Immobilisations corporelles de placement	4.13.	15.082.810	17.942.535
Immobilisations incorporelles	4.12.	12.935.551	12.492.193
Impôts courants	4.15.	133.215	-
Impôts différés	4.15.	92.957.608	157.495.918
Autres actifs	4.14.	48.035.566	36.834.773
<b>TOTAL de l'ACTIF</b>		<b>38.018.946.459</b>	<b>39.763.134.586</b>

<b>PASSIF du Bilan</b>			
	<b>Notes</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2011</b>
<b>en euros</b>			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.17.	4.033.535.950	4.255.615.701
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle privée	4.18.	19.059.737.143	20.520.552.582
Dépôts évalués au coût amorti - Secteur public	4.18.	3.924.229.655	3.841.210.761
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.8.	129.467.863	150.587.688
Instruments dérivés de couverture	4.8.	597.643.299	713.548.684
Emissions de titres	4.16.	7.262.252.814	7.277.048.463
Provisions	4.20.	429.390.536	372.369.675
Autres passifs	4.21.	60.021.928	62.858.400
Impôts courants	4.15.	53.190.604	69.877.268
Fonds de pension	4.19.	1.283.486	17.199.314
<b>Sous-total PASSIF à reporter (avant capitaux propres)</b>		<b>35.550.753.276</b>	<b>37.280.868.536</b>



## Bilan au 31 décembre 2011 (suite)

<b>CAPITAUX PROPRES du Bilan</b>			
		<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2011</b>
<b>en euros</b>			
<b>Report sous-total PASSIF avant capitaux propres</b>		<b>35.550.753.276</b>	<b>37.280.868.536</b>
Capital souscrit		173.525.467	173.525.467
Réserve de réévaluation		496.241.016	370.641.601
<i>dont actifs disponibles à la vente</i>		<i>494.070.273</i>	<i>366.260.185</i>
Réserves - Résultats non distribués		1.613.387.154	1.751.253.771
Résultat de l'exercice		185.039.546	186.845.211
<b>Total capitaux propres</b>		<b>2.468.193.182</b>	<b>2.482.266.050</b>
<b>TOTAL du PASSIF y inclus les CAPITAUX PROPRES</b>		<b>38.018.946.459</b>	<b>39.763.134.586</b>

## Compte de résultat au 31 décembre 2011

en euros	Notes	31/12/2010	31/12/2011
Résultat d'intérêts	5.1.	377.361.065	414.907.853
Revenu de valeurs mobilières	5.2.	60.050.838	48.409.979
Commissions	5.3.	73.808.242	79.353.041
<b>RESULTAT SUR INTERETS, DIVIDENDES ET COMMISSIONS</b>		<b>511.220.145</b>	<b>542.670.873</b>
Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	5.4.	1.381.311	3.869.897
Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction	5.5.	-1.951.949	-65.550.627
Résultat sur opérations de couverture	5.6.	1.143.792	1.709.878
Différences de change		4.594.277	7.860.751
Autres produits d'exploitation	5.7.	8.897.217	7.461.346
Autres charges d'exploitation	5.7.	-1.110.544	-899.193
<b>PRODUIT BANCAIRE</b>		<b>524.174.248</b>	<b>497.122.926</b>
Frais du personnel	5.8.	-167.382.510	-173.766.106
Autres frais généraux administratifs	5.9.	-65.207.722	-68.122.690
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	5.10. 5.11 5.12	-25.964.154	-26.735.800
<b>RESULTAT APRES FRAIS GENERAUX</b>		<b>265.619.862</b>	<b>228.498.329</b>
Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs	5.13.	8.490.270	-30.611.532
Dotations aux provisions	5.14.	-45.521.769	-100.420
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS ET ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>228.588.364</b>	<b>197.786.377</b>
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	5.15.	-39.575.467	-10.941.166
Impôts différés	5.15.	-3.973.351	-
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>185.039.546</b>	<b>186.845.211</b>

**Etat du résultat global au 31 décembre 2011**  
en euros

	31/12/2010	31/12/2011
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>185.039.546</b>	<b>186.845.211</b>
Actifs disponibles à la vente	-104.249.474	-166.622.793
° <i>Variation des résultats d'évaluation</i>	-103.110.768	-144.943.870
° <i>Résultats de vente réalisés via le compte de résultat</i>	-1.138.706	-21.678.922
Ecart actuariels sur régime de pension à prestation définie	5.452.939	-24.119.281
Couverture de flux de trésorerie	1.490.053	3.104.878
Impact impôts différés	42.870.697	44.864.853
<b>Autres éléments du résultat global pour l'exercice - nets d'impôts</b>	<b>-54.435.784</b>	<b>-142.772.343</b>
<b>Résultat global total de l'exercice</b>	<b>130.603.762</b>	<b>44.072.868</b>

**Tableau de variation des capitaux propres au 31 décembre 2011**  
en euros

	Capital	Réserves	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>173.525.467</b>	<b>1.613.387.154</b>	<b>496.241.018</b>	<b>185.039.546</b>	<b>2.468.193.185</b>
Affectation du résultat 2010	-	185.039.546	-	-185.039.546	-
Résultat net de l'exercice 2011	-	-	-	186.845.211	186.845.211
Distribution pour l'exercice 2010	-	-30.000.000	-	-	-30.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	-17.172.928	-	-	-17.172.928
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	-127.810.088	-	-127.810.088
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	2.210.673	-	2.210.673
<b>au 31 décembre 2011</b>	<b>173.525.467</b>	<b>1.751.253.771</b>	<b>370.641.601</b>	<b>186.845.211</b>	<b>2.482.266.050</b>

Au cours de l'exercice 2011, la Banque a versé 30.000.000 EUR (30.000.000 EUR en 2010) de son résultat de l'exercice 2010 à l'Etat.

	Capital	Réserves	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>173.525.467</b>	<b>1.471.760.879</b>	<b>550.667.663</b>	<b>167.735.414</b>	<b>2.363.689.423</b>
Affectation du résultat 2009	-	167.735.414	-	-167.735.414	-
Résultat net de l'exercice 2010	-	-	-	185.039.546	185.039.546
Distribution pour l'exercice 2009	-	-30.000.000	-	-	-30.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	3.890.861	-	-	3.890.861
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	-55.484.290	-	-55.484.290
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	1.057.645	-	1.057.645
<b>au 31 décembre 2010</b>	<b>173.525.467</b>	<b>1.613.387.154</b>	<b>496.241.018</b>	<b>185.039.546</b>	<b>2.468.193.185</b>

**Tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2011**  
en euros

en euros	31/12/2010	31/12/2011
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.305.028.589	2.459.527.248
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	4.096.400.667	3.157.940.835
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	491.433.161	1.807.758.544
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	790.752	1.106.441
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	703.357.648	728.588.229
Titres détenus jusqu'à échéance	441.613.705	708.527.220
	<b>7.038.624.523</b>	<b>8.863.448.518</b>

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs venant à échéance endéans 90 jours.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

**Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles**

- Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation des actifs et passifs opérationnels :

en euros	31/12/2010	31/12/2011
Intérêts reçus	1.006.891.576	1.132.940.500
Intérêts payés	-641.002.033	-710.013.651
Revenus de valeurs mobilières	60.050.838	48.409.979
Commissions reçues	97.468.916	104.829.080
Commissions payées	-23.660.674	-25.476.039
Autres produits d'exploitation	8.897.217	7.461.346
Impôts courants	-39.575.467	-10.941.166
Frais généraux administratifs	-226.018.655	-233.190.736
Autres charges d'exploitation	-1.110.544	-899.193
<b>Sous-total</b>	<b>241.941.173</b>	<b>313.120.119</b>

- Flux de trésorerie provenant des variations d'actifs opérationnels :

Variations nettes en euros	31/12/2010	31/12/2011
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	-1.322.351	-2.664.814
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	355.377.234	2.005.315.309
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	14.075.434	-18.209.348
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	227.966.873	-744.095.815
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	-1.206.215.982	-1.091.289.136
Instruments dérivés de couverture	7.457.156	4.544.224
Autres actifs	-6.418.897	11.156.640
<b>Sous-total</b>	<b>-609.080.533</b>	<b>164.757.060</b>

- Flux de trésorerie provenant des variations des passifs opérationnels :

Variations nettes en euros	31/12/2010	31/12/2011
Titres détenus à des fins de transaction - Ventes à découvert	-122.776	2.277.689
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	-809.783.134	259.412.506
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	1.458.942.962	1.382.667.852
Instruments dérivés de couverture	9.162.362	-1.864.720
Autres passifs	-5.375.881	-2.811.347
Emissions de titres	-433.477.426	-70.970.379
<b>Sous-total</b>	<b>219.346.107</b>	<b>1.568.711.601</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-147.793.252</b>	<b>2.046.588.780</b>

#### Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

en euros	31/12/2010	31/12/2011
Acquisition de titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	-1.134.949	-10.108.532
Cession de titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	-	32.205.468
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Filiales	-2.427	-3.903.786
Cession de valeurs mobilières à revenu variable - Filiales	-	46.315.152
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Sociétés mises en équivalence	-5.103.587	-
Cession de valeurs mobilières à revenu variable - Sociétés mises en équivalence	-	-
Acquisition de titres détenus jusqu'à échéance	-1.336.137.307	-1.551.731.879
Cession / remboursement de titres détenus jusqu'à échéance	-	1.528.688.353
Acquisitions/cessions d'actifs incorporels et corporels	-7.486.353	-9.243.672
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>	<b>-1.349.864.622</b>	<b>32.221.103</b>

**Flux de trésorerie provenant des activités de financement**

<b>en euros</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2011</b>
Produits de l'émission de passifs subordonnés	8.771.425	1.632.570
Distribution du résultat	-30.000.000	-30.000.000
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>-21.228.575</b>	<b>-28.367.430</b>

<b>Variation nette</b>	<b>-1.518.886.449</b>	<b>2.050.442.453</b>
------------------------	-----------------------	----------------------

**Variation des comptes de trésorerie et des équivalents de trésorerie**

	<b>2010</b>	<b>2011</b>
<b>Situation au 1er janvier</b>	<b>8.496.288.223</b>	<b>7.038.624.523</b>
Variation nette de trésorerie	-1.518.886.449	2.050.442.453
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	61.222.749	-225.618.458
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>7.038.624.523</b>	<b>8.863.448.518</b>

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,  
LUXEMBOURG**

**NOTES AUX COMPTES ANNUELS**  
**31 décembre 2011**



## 1 INFORMATION GENERALE

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci- après « La Banque »), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est situé 1, place de Metz à L-2954 Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

L'effectif moyen de la Banque pour le courant de l'exercice 2011 était de 1.787 personnes (1.794 personnes en 2010).

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Les comptes annuels ont été approuvés par le Conseil d'Administration dans sa séance du 14 mars 2012.

## 2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS

### 2.1 Respect des principes comptables

Les comptes annuels pour l'exercice 2011 ont été préparés en conformité avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg pour les établissements de crédit tels que décrits ci-après. A l'exception des principes comptables relatifs à la comptabilisation de la provision « AGDL » (« Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg »), de la provision forfaitaire et des postes spéciaux avec une quote-part de réserves (ci-après « les provisions prudentielles ») qui sont décrits à la note 3.7 « Provisions », les principes comptables sont basés sur les IFRS tels qu'adoptés par l'Union européenne.

a) Normes nouvelles ou révisées adoptées par la Banque

Les normes suivantes, dont l'application est obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011, ont été adoptées par la Banque mais n'ont pas eu d'impact matériel sur les comptes annuels. Il s'agit en l'occurrence des normes :

- IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière »,
- IAS 24 (révisé) : « Parties liées »,
- IAS 32 « Instruments financiers: Présentation »,
- IFRIC 14 « IAS19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestation définies, les exigences de financement minimal et leur interaction »,
- IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres ».

b) Normes nouvelles, révisées ou interprétations qui ne sont pas encore d'application et qui n'ont pas été adoptées anticipativement par la Banque

- IFRS 7 (changement) : « Instruments financiers »,
- IFRS 9 « Classification et évaluation des instruments financiers » (non encore adoptée par l'Union européenne),
- IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » (non encore adoptée par l'Union européenne),
- IAS 1 (révisée) : « Présentation des états financiers », améliorations apportées au contenu du tableau de variation des capitaux propres (non encore adoptée par l'Union européenne),
- IAS 12 « Impôts différés - Récupération des actifs sous-jacents » (non encore adoptée par l'Union européenne),
- IAS 19 (révisée) « Avantages du Personnel » (non encore adoptée par l'Union européenne).

Les comptes annuels sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la Banque, suivant le principe de l'enregistrement au coût historique, respectivement au coût amorti, ajusté à la juste valeur pour l'enregistrement des investissements disponibles à la vente, des actifs financiers détenus à des fins de transaction et des instruments dérivés.

Les informations sectorielles requises par l'application de la norme IFRS 8 sont fournies dans la publication des comptes consolidés du groupe.

Les actifs et passifs financiers évalués au coût amorti, désignés comme éléments couverts dans le cadre de couvertures à la juste valeur, doivent être ajustés des variations de juste valeur imputables aux risques qui sont couverts.

**2.2 Transactions en monnaies étrangères**

Les effets des variations des cours des monnaies étrangères sur les postes essentiels du compte de résultat sont exposés ci-dessous. La monnaie fonctionnelle de la BCEE est l'euro (« EUR »).

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date de transaction.

A chaque date de clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice.

Les éléments non monétaires enregistrés au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction tandis que les éléments non monétaires, enregistrés à la juste valeur, sont convertis en appliquant le cours de change en vigueur à la date où ces justes valeurs ont été déterminées.

Les différences de change qui résultent des actifs et passifs monétaires sont comptabilisées en compte de résultat, sauf si l'opération de transaction a été classée en couverture de flux de trésorerie (« cash flow hedge »).

Pour les actifs monétaires classés en « actifs disponibles à la vente », les différences de change relatives à la différence entre la juste valeur à la date de clôture de ces instruments et de leur coût d'acquisition sont comptabilisées en réserve de réévaluation, tandis que les différences de change relatives à l'ajustement du coût amorti sont comptabilisées en compte de résultat.

Les différences de change relatives à des ajustements de la juste valeur d'éléments non monétaires suivent la comptabilisation de ces changements de juste valeur.

Pour les devises principales, les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels, un euro étant égal à :

	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2011</b>
<b>CHF</b>	1,2518	1,2160
<b>GBP</b>	0,8642	0,8378
<b>JPY</b>	108,7800	100,1400
<b>SEK</b>	8,9774	8,9294
<b>USD</b>	1,3378	1,2936

## **2.3 Opérations bancaires**

### **2.3.1 Comptabilisation et évaluation initiales**

Les achats et les ventes d'actifs et de passifs financiers dont la livraison, respectivement le règlement, sont effectués à une date ultérieure à la date de transaction, sont comptabilisés au bilan à la date de livraison, respectivement de règlement.

Tous les instruments financiers sont enregistrés à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, augmentée des frais directement attribuables lorsque ces instruments financiers ne sont pas renseignés à la juste valeur au compte de résultat.

Les instruments dérivés sont enregistrés à la date de transaction au bilan à leur juste valeur. La classification des instruments dérivés lors de leur comptabilisation initiale dépend de l'intention et des caractéristiques de leur détention. Ainsi, une classification en « instruments financiers détenus à des fins de transaction » ou en « instruments de couverture » est possible.

Les instruments dérivés sont enregistrés à l'actif lorsque la juste valeur est positive, respectivement au passif lorsqu'elle est négative. La juste valeur s'entend ici comme le « dirty price » de ces instruments, c'est-à-dire intérêts courus compris.

Les instruments dérivés suivant la définition de la norme IAS 39, incorporés dans d'autres instruments financiers, sont séparés du contrat hôte et enregistrés à la juste valeur si leurs caractéristiques économiques et les risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte et si l'instrument financier global n'est pas classé comme détenu à des fins de transaction, respectivement n'a pas été désigné comme étant évalué à la juste valeur par le compte de résultat. Les instruments dérivés incorporés qui ont été séparés du contrat hôte sont comptabilisés à leur juste valeur dans le portefeuille détenu à des fins de transaction et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les plus ou moins-values réalisées lors de la vente d'actifs financiers qui ne font pas l'objet d'une réévaluation par le biais du compte de résultat sont calculées par différence entre le montant reçu net de frais de transaction et le coût d'acquisition, respectivement le coût amorti de l'actif financier.

### 2.3.2 Évaluation ultérieure

L'évaluation des instruments financiers se fera en fonction des caractéristiques des instruments financiers ainsi que de leur appartenance à une catégorie d'évaluation. Les catégories d'évaluation retenues sont les suivantes : instruments financiers détenus à des fins de transaction et de couverture, actifs financiers détenus jusqu'à échéance et actifs financiers disponibles à la vente.

#### 2.3.2.1 *Le coût historique*

Pour les actifs et passifs financiers renseignés au coût historique, leur évaluation correspond au montant initial enregistré.

#### 2.3.2.2 *Le coût amorti*

Le coût amorti correspond au montant initial enregistré, diminué des amortissements en capital, ajusté des primes et décotes calculées par différence entre le montant initial et le montant de remboursement à l'échéance et étalées sur la durée de l'actif, moins les dépréciations constatées via des corrections de valeur dans le cas où il y a indication objective de perte de valeur de l'actif considéré.

#### 2.3.2.3 *La juste valeur*

La juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée peut normalement être déterminée par référence à un marché actif ou à partir de techniques d'évaluation basées principalement sur des observations de marché. Ainsi, pour déterminer une valorisation cohérente des différents instruments financiers évalués à la juste valeur, la Banque a recours aux méthodes et modèles suivants :

- instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture : la Banque applique la méthode des flux de trésorerie actualisés pour les contrats « Plain-Vanilla », respectivement la méthode de « Black-Karasinski » pour les contrats structurés.
- actifs financiers :
  - o valeurs mobilières à revenu fixe :
    - pour les valeurs cotées sur un marché actif, utilisation du prix « bid » d'une source de cotation officielle,
    - pour les valeurs cotées sur un marché jugé inactif, détermination d'une valeur d'évaluation via l'application du modèle d'évaluation interne.

- valeurs mobilières à revenu variable :
  - pour les valeurs cotées sur un marché actif, utilisation du prix « bid » d'une source de cotation officielle,
  - pour les valeurs non cotées, respectivement cotées sur un marché jugé inactif, détermination par la Banque d'une valeur d'évaluation par une analyse détaillée des derniers comptes annuels et par la prise en compte des prix d'éventuelles transactions récentes.
- passifs financiers :
  - les émissions d'EMTN de la Banque sont comptabilisées à l'origine au coût amorti. Par la suite, en vue d'éviter un impact au compte de résultat lié à la couverture de ces émissions par des instruments dérivés, ces opérations sont désignées comme « fair value hedge ». Ainsi, la méthode d'évaluation à la juste valeur appliquée à l'émission ainsi que l'évaluation de sa couverture sont identiques : méthode des flux de trésorerie actualisés, respectivement méthode « Black-Karasinski ».

### 2.3.3 Jugements et estimations comptables

Dans le cadre de la mise en place des principes comptables sous IFRS, la Banque a dû faire appel, dans certains cas, à des jugements ainsi qu'à des estimations dans la détermination des montants renseignés dans les comptes annuels.

Les cas les plus significatifs dans lesquels des jugements, respectivement des estimations, ont dû être faits sont :

#### 2.3.3.1 *La juste valeur des instruments financiers*

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier renseigné au bilan ne peut être déterminée à partir d'un marché actif, elle est calculée à partir de techniques d'évaluation basées le plus souvent sur des modèles mathématiques. Dans la mesure du possible, les variables qui sont fournies aux modèles mathématiques sont issues d'observations de marché.

La Banque détermine l'activité, respectivement l'inactivité, d'un marché de valeurs mobilières à revenu fixe à partir de critères tels que le poids de la position détenue par la Banque dans l'émission totale, le nombre de contributeurs de prix, le « Bid Size » moyen ainsi que les écarts entre prix « bid » et prix « ask ».

Lorsque le marché est considéré comme étant actif, la Banque utilise les prix d'une source de cotation officielle. Dans le cas d'une émission pour laquelle les critères mis en place par la Banque permettent de conclure que le marché est inactif, la Banque calcule d'abord un prix par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (« Discounted Cash flow method ») à partir de courbes de taux d'intérêt et de « spread » déterminés en fonction de la qualité de l'émetteur. Le prix ainsi calculé est ensuite pondéré avec une indication de prix fourni par une source de cotation, même si l'indication de prix est issue d'un marché pour lequel la Banque a, compte tenu de son analyse marché actif/inactif, émis un doute sur son caractère actif.

#### 2.3.3.2 *Dépréciations des actifs financiers (« impairment ») évalués au coût amorti*

La Banque déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

Pour les dossiers de la banque de détail (« retail banking »), l'estimation du montant irrécouvrable sur des dossiers spécifiques est effectuée à partir d'observations de pertes historiques, alors qu'un jugement effectué dossier par dossier permet de déterminer le montant irrécouvrable de la clientèle professionnelle (« wholesale banking »). Une correction de valeur spécifique est enregistrée en conséquence.

En ce qui concerne les « indications objectives de dépréciation » telles que déterminées par les normes IFRS, la Banque les assimile à la notion d'« entrée en défaut » par application des règles internes de gestion du risque de crédit définies pour le calcul du ratio d'adéquation des fonds propres selon Bâle II.

La Banque constitue par ailleurs des « corrections de valeur sur base collective » sur les créances non identifiées sur base individuelle comme étant en défaut, afin de tenir compte du risque de crédit progressif après la date d'octroi du crédit.

Pour calculer cette correction de valeur collective, la Banque se base sur les données historiques des pertes réalisées sur le portefeuille de crédit. Elle détermine ainsi la probabilité de défaut pour les différents types de prêts en fonction de la durée qui s'est écoulée dans la relation de crédit entre l'octroi du prêt et l'entrée en défaut.

La correction de valeur collective, encore appelée dépréciation « IBNR » (Incurred But Not Reported), porte sur l'ensemble des actifs qui n'ont pas subi de dépréciation individuelle et appartenant à la rubrique « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle ».

La méthodologie appliquée pour déterminer la correction de valeur collective est basée sur le concept de la perte attendue et se définit comme le produit de l'engagement à la date de calcul de la provision (EaD) par la probabilité de défaut estimée sur base des données historiques (PD) et la perte en cas de défaut telle qu'elle est calculée pour Bâle 2 (LGD).

En application des normes IFRS, la Banque prend en compte l'incidence de l'évolution des conditions économiques en appliquant des LGD « best estimate » qui surpondèrent les LGD du passé récent par rapport à ceux du passé plus lointain.

### 2.3.3.3 *Dépréciations des actifs disponibles à la vente*

La Banque considère les valeurs mobilières du portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » (« AFS ») comme dépréciées, lorsqu'elle s'attend à une baisse durable des flux de trésorerie futurs contractuels en raison d'« indications objectives de dépréciation ».

Parmi les « indications objectives » figurent :

- problèmes de trésorerie suite à un ou des retards de paiement, respectivement remboursement,
- baisse des notations en-dessous d'un seuil critique (B+),
- dégradation de la solvabilité.

Dans cette optique, la chute du prix de plus de 20% déclenche automatiquement un test de dépréciation, indépendamment de la présence ou non « d'indications objectives ».

Lorsque la Banque retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu fixe, la différence entre le prix d'évaluation et le coût amorti sera renseignée au compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

De même, lorsque la Banque retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu variable, la différence entre le prix d'évaluation et le coût d'acquisition sera renseignée au compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».



## 2.4 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs venant à échéance endéans 90 jours.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

La Banque utilise la méthode indirecte pour déterminer les flux de trésorerie et corrige le résultat net pour éliminer tous les flux purement comptables qui ne se traduisent pas par une entrée ou une sortie de liquidités pour la Banque.

### *Activités opérationnelles*

Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de revenus. Ce sont toutes les activités autres que celles d'investissement ou de financement. En pratique, il s'agit des produits et charges d'exploitation, mais également des flux de trésorerie rattachés aux produits et charges financiers et exceptionnels et des différentes catégories d'impôts payés au courant de l'exercice.

### *Opérations d'investissement*

Les activités d'investissement comprennent l'acquisition et la cession d'actifs à long terme et tout autre investissement qui n'est pas inclus dans les équivalents de liquidités.

### *Opérations de financement*

Les activités de financement sont des activités qui entraînent des changements quant à l'ampleur et à la composition des capitaux propres et des capitaux subordonnés empruntés à l'établissement.

### **3 INFORMATIONS SUR LES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES AUX RUBRIQUES DU BILAN**

#### **3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales**

La trésorerie se compose essentiellement des postes caisse et de la réserve minimale obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg.

La réserve minimale obligatoire est alimentée de sorte à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale du Luxembourg.

Ces fonds ne sont pas disponibles pour financer les opérations courantes de la Banque. La base de réserve, calculée mensuellement, est définie en fonction des éléments du bilan selon les principes comptables luxembourgeois. Le calcul de la base qui détermine l'exigence de réserve est effectué par la Banque centrale.

#### **3.2 Les instruments financiers**

##### **3.2.1 Actifs et passifs détenus à des fins de transaction**

Les instruments financiers détenus dans le but de dégager un bénéfice des fluctuations à court terme des prix sont classés comme actifs, respectivement passifs détenus à des fins de transaction. Sont inclus dans cette catégorie les valeurs mobilières à revenu fixe, les valeurs mobilières à revenu variable, les ventes à découvert sur ces mêmes instruments financiers ainsi que les instruments dérivés utilisés à des fins de transaction.

La notion de « court terme » n'étant pas définie par la norme IAS 39, la Banque considère une intention de détention d'une durée moyenne de six mois pour les instruments non dérivés.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont initialement comptabilisés à la juste valeur avec, par la suite, la prise en compte des variations de juste valeur en « résultats sur instruments financiers détenus à des fins de transaction » au compte de résultat. Les intérêts courus durant la période de détention ainsi que les intérêts perçus sont comptabilisés dans la rubrique « résultats d'intérêts » et les dividendes dans la rubrique « revenus de valeurs mobilières » du compte de résultat, à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

### 3.2.2 Valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à échéance

Les titres cotés ayant une échéance déterminée que la Banque a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à échéance sont comptabilisés sous la rubrique « titres détenus jusqu'à échéance » au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif avec intégration en résultat des primes et décotes étalées sur la durée de vie de l'actif, après déduction éventuelle d'une dépréciation pour perte de valeur (« impairment »). L'étalement des décotes et des primes se fait à la rubrique « résultat d'intérêts » au compte de résultat.

Les conditions de classement en actifs détenus jusqu'à échéance ainsi que les règles strictes de tenue du portefeuille en termes de conditions de transfert et de restrictions de vente ont conduit la Banque à limiter l'utilisation de ce portefeuille. Les actifs détenus jusqu'à échéance et non évalués à la juste valeur ne sont pas exposés à un risque de variation des taux d'intérêts et il n'est dès lors pas possible de les couvrir contre ce risque. En revanche, ils peuvent être couverts contre le risque de change et contre le risque de crédit. La Banque investit principalement en titres émis ou garantis par des émetteurs de première qualité, étatiques ou bancaires, dans le cadre de sa politique de gestion actifs-passifs.

La Banque s'est dotée d'une procédure en conformité avec la norme IAS 39 AG 22 (a) détaillant que des ventes avant l'échéance pourront satisfaire à la condition énoncée au paragraphe 9 de la présente norme et par conséquent ne pas susciter le doute quant à l'intention de l'entité de conserver ses autres placements jusqu'à leur échéance, si ces ventes sont réalisées suite à la dégradation importante de la qualité du crédit de l'émetteur.

### 3.2.3 Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente correspondent aux positions qui ont été désignées initialement comme telles, respectivement ce sont les positions qui ne sont pas classées lors de la comptabilisation initiale dans l'une des trois autres catégories d'actifs « actifs détenus à des fins de transaction, actifs détenus jusqu'à échéance ou créances évaluées au coût amorti ».

La catégorie des actifs disponibles à la vente inclut des valeurs mobilières à revenu fixe, les crédits cotés sur un marché actif ainsi que les valeurs mobilières à revenu variable, notamment les investissements en actions et en SICAV. La Banque a par ailleurs opté pour l'évaluation à la juste valeur, selon la norme IAS 39, des participations dans les sociétés associées et les filiales en assimilant lesdits investissements à la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente pour les besoins des comptes annuels individuels. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les

coûts de transaction. Les intérêts sont comptabilisés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inclus dans le résultat d'intérêts. Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique « revenus de valeurs mobilières » du compte de résultat à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

L'évaluation des positions disponibles à la vente se fait à leur juste valeur sur base des prix offerts (« bid price ») pour les titres cotés sur un marché actif ou par l'utilisation de modèles se basant sur des données de marché observables ou des estimations internes. Les plus ou moins-values latentes dégagées par les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente sont comptabilisées en fonds propres dans la rubrique « réserve de réévaluation ». Les dépréciations d'actifs sont renseignées au niveau du compte de résultat et ne figureront par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

Lors de la cession d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat réalisé est enregistré au compte de résultat dans la rubrique « résultats réalisés sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat ». Si la Banque détient plusieurs investissements dans le même titre, les sorties du stock s'effectueront suivant la méthode « FIFO - first in - first out ».

Les plus ou moins-values latentes et réalisées sur valeurs mobilières à revenu fixe sont dégagées en comparant la juste valeur de l'obligation à son coût amorti. En ce qui concerne les valeurs mobilières à revenu variable, le coût d'acquisition, y compris les coûts de transaction, est comparé à la juste valeur pour dégager le résultat.

Les obligations qui font partie du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente et qui sont couvertes contre les variations du taux d'intérêt connaissent un traitement particulier exposé au point suivant.

#### **3.2.4 Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture**

La Banque utilise des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix tels qu'indices boursiers ou prix d'actions. Les instruments dérivés couramment utilisés sont les « IRS – Interest Rate Swaps » et les « CIRS – Cross currency interest rate swaps » dans le cadre d'opérations de couverture standard « plain vanilla ». Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées (EMTN) et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente contenant des dérivés incorporées (« embedded derivatives ») par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par la norme IAS 39.

La Banque classe les instruments de couverture dans les catégories suivantes :

- couverture de juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme ;
- couverture d'un flux de trésorerie futur attribuable à un actif ou passif déterminé ou à une transaction future.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.

La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- Préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée ;
- La couverture débute avec la désignation de l'instrument financier dérivé de couverture et se termine, soit à la décomptabilisation de l'instrument couvert, soit si l'efficacité de la couverture n'est plus donnée ;
- Efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur, respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéances, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par la Banque pour l'opération en question ;
- Efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme faisant partie d'une couverture de juste valeur qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisées au compte de résultat à la rubrique « résultat sur opérations de couverture », au même titre que les variations de juste valeur des instruments couverts.

Si à un moment donné, la couverture vient à ne plus satisfaire aux conditions de la comptabilité de couverture, la part réévaluée à la juste valeur de l'élément couvert portant intérêt financier doit être amortie en résultat sur la durée résiduelle de l'élément couvert, sous forme d'un ajustement du rendement de l'élément couvert.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisés dans les fonds propres à la rubrique « réserve de réévaluation – couverture de flux de trésorerie ».

Si un instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé ou si la transaction ne satisfait plus aux critères requis pour être qualifiée de couverture, la Banque cesse de pratiquer la comptabilité de couverture. Un ajustement de la valeur comptable d'un instrument financier couvert portant intérêt est amorti par le compte de résultat, l'ajustement devant être totalement amorti à l'échéance. Si l'élément comptable est décomptabilisé, c'est-à-dire sorti du bilan, sa variation de juste valeur est prise directement en résultat.

### **3.2.5 Opérations sur titres : mises et prises en pension – prêts et emprunts de titres**

#### **3.2.5.1 Mises et prises en pension**

Les titres soumis à une convention de vente avec engagement de rachat (opérations de cession-rétrocession) qui porte sur le même actif ou un actif substantiellement identique demeurent au bilan et sont considérés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction, comme des actifs financiers disponibles à la vente ou comme des actifs financiers détenus jusqu'à échéance. La dette envers la contrepartie est inscrite au passif sous la rubrique « dépôts évalués au coût amorti ».

La Banque conclut essentiellement des contrats avec engagement de rachat du même actif ou d'actifs identiques.

Par analogie, les titres soumis à une convention d'achat avec engagement de revente, qui portent sur un même actif ou un actif substantiellement identique, ne sont pas actés dans le bilan. La contrepartie des titres achetés avec un engagement de revente (« prise en pension ») est inscrite dans la rubrique « prêts et avances au coût amorti ».

La Banque effectue des opérations de « triparty repo » et de « triparty reverse repo » avec des contreparties dont la notation est supérieure ou égale à la notation « A ». Un intermédiaire intervient en tant qu'entité tierce pendant toute la durée de vie du contrat pour gérer les règlements contre livraison,

contrôler les critères d'éligibilité des titres, calculer et gérer les appels de marge, gérer les substitutions de titres. Les échéances des contrats varient entre « overnight » et 6 mois.

Le revenu des contrats de mise et de prise en pension se comptabilise au compte de résultat à la rubrique « résultat d'intérêts ».

#### 3.2.5.2 *Prêts et emprunts de titres*

Les titres prêtés demeurent au bilan. Les titres empruntés ne figurent pas au bilan.

#### 3.2.6 **Prêts et avances évalués au coût amorti**

Les prêts et avances évalués au coût amorti sont des actifs financiers émis par la Banque avec des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les prêts et avances à échéance fixe émis par la Banque sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'un test de dépréciation à chaque arrêté comptable et donnent lieu, le cas échéant, à comptabilisation d'une dépréciation.

La norme IAS 18 impose de considérer les frais de dossier comme des frais d'origination ce qui signifie qu'il faut les intégrer au calcul du taux d'intérêt effectif. La méthode actuarielle consiste à étaler les frais et commissions significatifs attachés aux créances à taux fixe sur la durée de vie de l'actif et de les comptabiliser comme un ajustement du taux de rendement effectif de l'actif auquel ils sont attachés.

Dans le cas où ils ne sont pas significatifs, ils sont directement comptabilisés en résultat.

Dans le cas des prêts à taux variable ou ajustable, l'étalement se fera non pas par la méthode actuarielle, mais par la méthode linéaire.

La Banque ayant opté pour l'évaluation au coût amorti des créances non représentées par un titre, l'évaluation en fonction de la courbe de taux d'intérêt ne se fait que dans le cas d'une couverture du prêt par un instrument dérivé et lorsque la Banque a formellement désigné l'opération comme opération de couverture en accord avec les normes IFRS.

**3.2.7 Marché interbancaire****3.2.7.1 *Emprunts***

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur nette de frais de transaction. Ultérieurement, les emprunts sont comptabilisés au coût amorti et toute différence entre le montant net reçu et le montant remboursé est comptabilisée au compte de résultat sur la durée du prêt, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

**3.2.7.2 *Emissions de titres***

A la base, les émissions de la BCEE sont évaluées au coût amorti. Toutefois, dans le cadre de ses programmes Euro medium term notes (« EMTN »), la Banque émet bon nombre d'obligations structurées contenant des instruments dérivés incorporés (« embedded derivatives ») dont les variations de prix sont couvertes par des « swaps » dont la structure est une copie conforme de celle contenue dans l'obligation.

La Banque a désigné ces opérations comme « fair value hedge » ce qui lui permet de compenser l'effet de marché au niveau du compte de résultat.

**3.2.8 Dépréciation des actifs financiers**

La Banque déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

En ce qui concerne les actifs évalués au coût amorti, le montant recouvrable est net de tout nantissement ou garantie et correspond à la valeur des flux futurs ré-estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial ou au dernier taux d'intérêt effectif pour les instruments à taux variable. Le montant de la dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable.

Pour les instruments évalués à la juste valeur, le montant recouvrable correspond soit à la juste valeur, soit à la valeur actualisée des flux futurs estimés au taux de marché applicable à un actif financier similaire.

Les dotations pour dépréciation du portefeuille disponible à la vente et des créances sont comptabilisées à l'actif en diminution de la rubrique concernée.



On distingue 2 catégories de dépréciation :

**Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base individuelle :** le montant de la dépréciation d'un actif est le résultat de la différence entre sa valeur bilantaire et sa valeur recouvrable. Les actifs financiers sont évalués contrat par contrat. Cependant, les actifs financiers de faible montant, tels que les prêts à la consommation, qui présentent des caractéristiques de risques similaires sont en principe regroupés afin de procéder à une évaluation globale du taux de dépréciation.

**Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base collective :** les normes IFRS prévoient, en l'absence de corrections de valeur sur base individuelle, la constitution de corrections de valeur sur base collective pour couvrir le risque de perte potentielle lorsqu'il existe une ou plusieurs indications objectives de perte probable dans certains segments du portefeuille ou dans d'autres engagements de prêts accordés non utilisés à la date de clôture. A l'heure actuelle, la Banque n'applique ce principe qu'à la clientèle « retail » renseignée au portefeuille des « Prêts et avances évalués au coût amorti ». Afin de calculer les corrections de valeur sur base collective, la Banque se base sur l'expérience et les données historiques de pertes réalisées. La probabilité de défaut pour les différents types de prêts est calculée en fonction de la durée entre l'octroi du prêt et son entrée en défaut.

Lorsque la Direction estime, sur base d'indications objectives, qu'un actif financier est totalement irrécouvrable, il est entièrement déprécié par dotation du complément nécessaire à la dépréciation éventuelle existante. Si, par la suite, des rentrées de fonds sont actées sur cet actif, elles sont comptabilisées en résultat à la rubrique « autres produits d'exploitation ».

### **3.2.9 Autres actifs et autres passifs financiers**

Les autres actifs se composent notamment des valeurs à recevoir à court terme. Les autres passifs se composent des valeurs à payer à court terme, des dettes envers les créanciers divers, des coupons à payer et des titres remboursables pour compte de tiers, des dettes envers les créanciers privilégiés ainsi que de la part du bénéfice à verser à l'Etat.

### **3.2.10 Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers**

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction et des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat s'assimilent à des compléments d'intérêt, tels les frais de dossier.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrés à leur juste valeur. Les changements de juste valeur sont comptabilisés au compte de résultat à la rubrique « résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction ». Les dividendes sont enregistrés à la rubrique « revenu de valeurs mobilières », les intérêts sont enregistrés à la rubrique « résultat d'intérêts ».

La Banque comptabilise en compte de résultat les commissions en fonction du type des services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en compte de résultat sur la durée de la prestation rendue (frais de dossiers sur prêts, frais de transaction...),
- Les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en compte de résultat quand la prestation est réalisée,
- Les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en compte de résultat lors de l'exécution de cet acte.

Pour certaines opérations liées à la clientèle « Wholesale international », les commissions d'engagement et d'utilisation sont déterminées en fonction d'un pourcentage de la ligne de crédit. Ces commissions sont intégrées « prorata temporis » sur la durée de vie de la ligne, sauf s'il s'agit de commissions devant être intégrées au coût d'acquisition de l'exposition bilantaire éventuelle résultant de la ligne de crédit.

### **3.3 Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles à usage propre ainsi que les immobilisations corporelles de placement sont comptabilisées au prix d'acquisition. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés comme partie intégrante du coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles à usage propre se composent des terrains et constructions, des aménagements intérieurs ainsi que des équipements informatiques et autres. En ce qui concerne la rubrique « immobilisations corporelles de placement » prévue par la norme IAS 40, la Banque y renseigne les immeubles donnés en location.

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur cumulées. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés et amortis comme partie intégrante du coût d'acquisition au même rythme que l'actif principal. Le montant amortissable de ces immobilisations est calculé après déduction de leur valeur résiduelle. Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue. Les terrains sont enregistrés au coût.

Durée d'utilité pour les principaux types d'immobilisations :

- |   |               |
|---|---------------|
| - constructions :                                   | 50 ans        |
| - matériel informatique:                            | 4 ans         |
| - aménagement des bureaux, mobiliers et matériels : | de 2 à 10 ans |
| - véhicules :                                       | 4 ans         |

Les investissements qui sont réalisés sur les immeubles pris en location s'amortissent en fonction de la durée restant à courir du bail. Si la durée n'est pas déterminée, l'amortissement se fait sur 10 ans.

Les frais de maintenance et de réparation n'affectant pas la valeur productive des immobilisations sont comptabilisés au compte de résultat au moment de leur survenance.

Si la valeur recouvrable d'une immobilisation devenait inférieure à sa valeur comptable, la valeur au bilan de cette immobilisation devrait être ramenée à son montant recouvrable estimé par la constatation d'une dépréciation d'actifs.

Les dépenses qui ont pour but d'augmenter les bénéfices retirés d'une immobilisation ou d'un bien immobilier ou qui contribuent à augmenter leur durée de vie sont capitalisées à l'actif, à concurrence de la juste valeur, et amorties sur la durée de vie de l'actif.

Les plus ou moins-values provenant de la mise hors service ou de la sortie d'une immobilisation corporelle du patrimoine de la Banque sont déterminées par différence entre les produits de sortie nets et la valeur résiduelle de l'actif et sont imputées au compte de résultat, à la ligne « autres produits ou charges d'exploitation », à la date de mise hors service ou de la sortie.

Le prix d'acquisition du matériel et du mobilier dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement enregistré au compte de résultat de l'exercice, à la ligne « autres frais généraux administratifs ».

**3.4 Immobilisations incorporelles**

La Banque considère les logiciels, qu'ils soient acquis ou générés en interne, ainsi que les coûts de développement et de mise en place y afférents, comme des immobilisations incorporelles. Il s'agit essentiellement de logiciels qui sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

**3.5 Les contrats de location**

Un contrat de location qui transfère l'essentiel des risques et des avantages liés à la possession de l'actif est un contrat de location-financement (« financial lease »), sinon il s'agit d'un contrat de location simple (« operating lease »).

**3.5.1 La Banque est locataire**

La Banque a essentiellement conclu des contrats de location simple pour la location de ses immeubles ou équipements. Les loyers de location sont comptabilisés au compte de résultat. S'il est mis fin anticipativement à un contrat de location, les pénalités à payer sont comptabilisées en tant que charges de l'exercice au cours duquel la résiliation est survenue.

**3.5.2 La Banque est bailleuse**

Lorsque la Banque donne un bien en location dans le cadre d'un contrat de location-financement, la valeur actualisée des paiements dus au titre du contrat est comptabilisée en tant que créance sous la rubrique « prêts et avances au coût amorti » sur la clientèle, respectivement sur les établissements de crédit. La différence entre le montant des paiements dus et leur montant actualisé est comptabilisée comme un produit financier latent à la rubrique « résultat d'intérêts » du compte de résultat. Les loyers, de même que les coûts attribuables à la conclusion du contrat, sont répartis sur la durée du contrat de location de sorte à ce que les produits génèrent un taux d'intérêt effectif constant.

**3.6 Avantages au personnel**

Les avantages au personnel sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19. La Banque accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en trois catégories :

**3.6.1 Avantages à court terme**

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels et primes payées dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés au compte de résultat à la ligne «frais du personnel», y compris pour les montants restant dus à la clôture.

**3.6.2 Avantages à long terme**

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ils sont évalués selon la même méthode actuarielle que celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi.

**3.6.3 Avantages postérieurs à l'emploi**

Conformément à la loi organique du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, les agents-employés bénéficient d'un supplément de pension, à charge de l'établissement, s'ils se trouvent dans les conditions ouvrant droit au régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. Les suppléments de pension concernent les prestations suivantes :

- la pension de vieillesse ;
- la pension d'invalidité ;
- la pension de survie du conjoint ou du partenaire survivant ;
- la pension de survie d'orphelin ;
- le trimestre de faveur.

Par ailleurs, les pensions des agents fonctionnaires sont également à la charge de l'établissement.

Le montant d'une prestation d'un agent fonctionnaire résulte de l'application du régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. En revanche, le montant de la prestation d'un agent-employé résulte de la différence entre le montant de ladite prestation telle que prévue par le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat et le montant de la prestation telle que prévue par le régime de l'assurance pension des employés privés.

Ainsi, ce régime est par nature un régime à prestations définies qui finance des engagements du premier pilier.

L'externalisation, le 1<sup>er</sup> décembre 2009, du fonds de pension vers le compartiment BCEE de la « Compagnie Luxembourgeoise de Pension (CLP) », constituée sous la forme d'une association d'épargne-pension « ASSEP », fait que le montant inscrit au bilan correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée au régime à prestations définies à la clôture, déduction faite des actifs du régime, et des ajustements au titre des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés.

L'obligation au titre du régime à prestations définies est calculée chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre du régime à prestations définies est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Annuellement, la charge de pension de la Banque correspond au total des montants ci-dessous :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice ;
- le coût financier résultant de l'application du taux d'actualisation ;
- la totalité des écarts actuariels ;

montants desquels est retranché le rendement attendu.

Les écarts actuariels sont comptabilisés systématiquement à la rubrique « réserves » dans les capitaux propres.

La Banque s'est basée sur les tables de mortalité STATEC avec rajeunissement de 5 ans afin de tenir compte de la longévité des ayants droit.

### **3.7 Provisions**

Une provision, selon IAS 37, est un passif dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise, mais qui représente pour la Banque une obligation à l'égard d'un tiers, résultant des pratiques passées, dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

La Banque comptabilise une provision à sa valeur actualisée lorsqu'il est possible d'estimer de manière raisonnablement précise le montant de l'obligation.

En maintenant les provisions prudentielles admises en « Lux-Gaap » mais non éligibles selon IFRS, la Banque déroge à la norme IAS 37. Les provisions prudentielles comportent :

- la provision forfaitaire : il s'agit de la constitution en franchise provisoire d'impôt d'une provision à caractère général pour risque potentiel sur les postes d'actif et de hors bilan, risques non encore identifiés au moment de l'établissement du bilan.
- la provision AGDL : il s'agit de la constitution en franchise provisoire d'impôt d'une provision visant à honorer les engagements de la Banque qui découlent de son adhésion à l'AGDL. L'objet exclusif de l'AGDL est l'établissement d'un système de garantie mutuelle des dépôts en argent et des créances résultant d'opérations d'investissement effectuées par des personnes physiques et par certaines catégories de personnes morales auprès de membres de l'AGDL. L'AGDL rembourse au déposant le montant de ses dépôts en argent garantis et à l'investisseur le montant de sa créance avec un maximum fixé à la contre-valeur en toutes monnaies de EUR 100.000 par dépôt en argent garanti et de EUR 20.000 par créance garantie résultant d'opérations d'investissement autres que celle portant sur un dépôt en argent.
- les postes spéciaux avec une quote-part de réserves : il s'agit de montants susceptibles d'immunisation fiscale correspondant à des plus-values résultant notamment de l'application des articles 53, 54 et 54 bis de la loi concernant l'impôt sur le revenu (LIR). En vertu de ces articles, des plus-values résultant de l'aliénation, de la conversion ou de la disparition d'un actif peuvent être immunisées fiscalement, moyennant le respect d'un certain nombre de conditions, lorsqu'elles sont transférées sur des actifs de emploi acquis ou constitués par l'entreprise.

### 3.8 Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles observées entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé. Les impôts différés afférents aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie sont imputés sur les capitaux propres à la rubrique « réserve de réévaluation ». Les impôts différés afférents à l'écart actuariel déterminé sur les engagements de pension de la Banque sont imputés aux capitaux propres à la rubrique « réserves ».

## 4 NOTES AU BILAN<sup>2</sup> (en euros)

### 4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales

La trésorerie se compose de la caisse et des avoirs auprès des banques centrales. La réserve obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg est renseignée sous ce poste. Il s'agit de réserves minimales destinées à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale. Dès lors, ces fonds ne sont pas disponibles au financement des opérations courantes de la Banque.

### 4.2 Instruments financiers

L'analyse sur les instruments financiers est effectuée par contrepartie et par nature, en distinguant les instruments avec une maturité résiduelle inférieure à un an et supérieure à un an.

#### 4.2.1 Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Actifs	31/12/2010			31/12/2011		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments financiers non dérivés	1.141.189	5.808.908	6.950.097	1.402.975	5.607.079	7.010.054
Instruments dérivés (note 4.8.)	87.635.826	18.054.730	105.690.556	204.749.598	23.581.370	228.330.968
<b>Total</b>	<b>88.777.016</b>	<b>23.863.638</b>	<b>112.640.654</b>	<b>206.152.573</b>	<b>29.188.449</b>	<b>235.341.022</b>

Passifs	31/12/2010			31/12/2011		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments financiers non dérivés	192	171.757	171.950	150	1.010.380	1.010.530
Instruments dérivés (note 4.8.)	100.982.794	28.313.118	129.295.912	37.277.319	112.299.839	149.577.158
<b>Total</b>	<b>100.982.987</b>	<b>28.484.875</b>	<b>129.467.862</b>	<b>37.277.469</b>	<b>113.310.219</b>	<b>150.587.688</b>

Actifs - Instruments financiers non dérivés		31/12/2010			31/12/2011		
<b>Instruments de dettes</b>		1.126.479	5.808.908	6.935.387	1.402.474	5.607.079	7.009.553
	<i>Secteur public</i>	41.088	1.850.611	1.891.699	-	1.817.368	1.817.368
	<i>Etablissements de crédit</i>	874.650	2.908.780	3.783.430	1.166.539	3.469.535	4.636.073
	<i>Clientèle "corporate"</i>	210.742	1.049.516	1.260.258	235.936	320.177	556.112
<b>Instruments de capitaux propres</b>		14.710	-	14.710	501	-	501
<b>Total</b>		<b>1.141.189</b>	<b>5.808.908</b>	<b>6.950.097</b>	<b>1.402.975</b>	<b>5.607.079</b>	<b>7.010.054</b>
Résultat latent à la clôture		13.114	232.162	245.276	7.529	154.832	162.361

Passifs - Instruments financiers non dérivés		31/12/2010			31/12/2011		
<b>Ventes à découvert</b>		-	171.757	171.757	150	1.010.380	1.010.530
	<i>Obligations</i>	-	171.757	171.757	150	1.010.380	1.010.530
	<i>Actions</i>	192	-	192	-	-	-
<b>Total</b>		<b>192</b>	<b>171.757</b>	<b>171.950</b>	<b>150</b>	<b>1.010.380</b>	<b>1.010.530</b>

<sup>2</sup> D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes annuels et ceux des différents états représentent uniquement des différences d'arrondis.



#### 4.2.2 Actifs financiers disponibles à la vente

Rubriques	31/12/2010			31/12/2011		
	≤1 an	> 1 an	total	≤1 an	> 1 an	total
<b>Instruments de dettes</b>	<b>2.284.450.468</b>	<b>8.376.638.487</b>	<b>10.661.088.955</b>	<b>1.833.205.083</b>	<b>6.605.287.437</b>	<b>8.438.492.520</b>
<i>Secteur public</i>	62.989.852	2.948.670.350	3.011.660.201	49.627.968	2.021.149.166	2.070.777.134
<i>Etablissements de crédit</i>	1.485.859.056	3.374.425.232	4.860.284.288	1.186.632.130	2.871.122.658	4.057.754.788
<i>Clientèle "corporate"</i>	735.601.560	2.053.542.906	2.789.144.466	596.944.985	1.713.015.613	2.309.960.598
<b>Instruments de capitaux propres</b>	<b>791.518.490</b>	-	<b>791.518.491</b>	<b>806.988.482</b>	-	<b>806.988.482</b>
<i>Etablissements de crédit</i>	20.133.113	-	20.133.113	2.367.021	-	2.367.021
<i>Clientèle "corporate"</i>	771.100.841	-	771.100.841	804.322.747	-	804.322.747
<i>Autres</i>	284.537	-	284.537	298.714	-	298.714
<b>Total</b>	<b>3.075.968.958</b>	<b>8.376.638.487</b>	<b>11.452.607.445</b>	<b>2.640.193.565</b>	<b>6.605.287.437</b>	<b>9.245.481.002</b>
Dépréciation d'actifs financiers ("impairment")	-10.185.603	-67.119.570	-77.305.173	-19.008.587	-148.909.936	-167.918.523
Résultat latent à la clôture	565.688.061	-116.947.696	448.740.366	566.559.199	-213.948.863	352.610.336

#### Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente :

	Clientèle "Corporate"		Etablissements de crédit	Secteur Public	Total
	ABS/MBS	Autres			
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	67.132.789	5.972.701	52.709.096	-	125.814.586
Dotations	3.719.783	3.350.157	-	-	7.069.940
Reprises	-10.273.997	-	-9.830.967	-	-20.104.964
Amortissements de créances	-4.961.486	-	-30.512.903	-	-35.474.390
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>55.617.089</b>	<b>9.322.858</b>	<b>12.365.226</b>	<b>-</b>	<b>77.305.173</b>
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	55.617.089	9.322.858	12.365.226	-	77.305.173
Reclassement	1.379.361	535.865	-1.915.226	-	-
Dotations	1.430.483	1.682.418	5.483.850	99.388.984	107.985.735
Reprises	-9.780.102	-682.418	-	-	-10.462.520
Amortissements de créances	-7.787.876	-	-	-	-7.787.876
Ecart de change	711.997	166.014	-	-	878.011
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>41.570.952</b>	<b>11.024.737</b>	<b>15.933.850</b>	<b>99.388.984</b>	<b>167.918.523</b>

#### Résultat latent sur actifs financiers disponibles à la vente :

La ventilation du résultat latent à la clôture se présente comme suit :

##### ○ Les instruments de dettes

Les instruments de dettes regroupent des obligations à taux variable, des obligations à taux fixe, ainsi que des obligations structurées. Les obligations à taux fixe et les obligations structurées sont transformées en taux variable par l'utilisation d'instruments dérivés (« asset-swaps »). La Banque assimile ces opérations à des couvertures de juste valeur. Les efficacités prospectives et rétrospectives des opérations de couverture sont proches de 100%.

31/12/2011	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de juste valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("credit et liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficacité rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	373.153.950	-261.893.197	263.118.454	100,47%
Obligations à taux variable	119.159.300			

31/12/2010	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de juste valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("credit et liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficacité rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	267.777.929	-248.639.924	248.356.939	99,89%
Obligations à taux variable	98.705.167			

Dans le contexte de la vente partielle de positions couvertes d'un Etat souverain européen, des reclassements de la catégorie « instruments dérivés de couverture » vers la catégorie « instruments financiers détenus à des fins de transaction » ont eu lieu. De plus, suite à la correction de valeur actée sur un autre Etat souverain européen et l'inefficacité de la couverture en résultant, des reclassements supplémentaires ont été opérés de la catégorie « instruments dérivés de couverture » vers la catégorie « instruments financiers détenus à des fins de transaction ».

Nous renvoyons dans ce contexte aux informations de la note 4.8.

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Instruments de dette	2010	2011
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier</b>	11.283.043.418	10.661.088.955
Acquisitions	2.591.778.038	1.218.947.796
Ventes	-123.661.195	-954.547.519
Remboursements	-3.023.971.249	-2.269.196.487
Résultats réalisés	41.209	-24.812.742
Proratés d'intérêts	-20.350.063	-16.162.092
Evaluations latentes	-142.859.464	-112.576.387
Dépréciations	51.859.568	-89.447.336
Différence de change	45.208.692	25.198.332
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>10.661.088.955</b>	<b>8.438.492.520</b>

○ **Les instruments de capitaux propres**

	<b>Ajustement de juste valeur des instruments de capitaux propres</b>	
<b>en euros</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2011</b>
Instruments de capitaux propres	566.583.538	583.030.389

Dépréciations d'actifs financiers -9.858.724 -11.024.737

**4.3 Parts dans les entreprises associées et dans les filiales**

	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2011</b>
Valeur d'acquisition	43.903.792	43.907.348
Résultat d'évaluation	192.400.743	135.161.256
<b>Sous-total</b>	<b>236.304.535</b>	<b>179.068.603</b>

**4.4 Titres détenus jusqu'à échéance**

<b>Rubriques</b>	<b>31/12/2010</b>			<b>31/12/2011</b>		
	<b>=&lt;1 an</b>	<b>&gt; 1 an</b>	<b>total</b>	<b>=&lt;1 an</b>	<b>&gt; 1 an</b>	<b>total</b>
<b>Instruments de dettes</b>						
Secteur public	25.165.776	645.357.947	670.523.723	-	356.757.757	356.757.757
Établissements de crédit	1.272.767.049	1.800.613.858	3.073.380.907	1.781.845.365	1.911.554.916	3.693.400.281
Clientèle "corporate"	316.668.342	313.274.788	629.943.130	186.350.472	407.818.988	594.169.460
<b>Total</b>	<b>1.614.601.166</b>	<b>2.759.246.593</b>	<b>4.373.847.760</b>	<b>1.968.195.837</b>	<b>2.676.131.661</b>	<b>4.644.327.498</b>

La Banque n'a pas acté de dépréciation sur les titres détenus jusqu'à échéance.

L'augmentation relative du portefeuille s'insère dans le contexte de la politique ALM de la Banque.

A noter qu'au deuxième semestre 2011, la BCEE a cédé toutes les positions de titres souverains émis par l'Italie classées à la présente catégorie. Le montant des titres ainsi cédés représente quelque 8% des titres détenus jusqu'à échéance au 1er janvier 2011. Nous renvoyons à ce titre aux informations reprises à la note 4.7.

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Titres détenus jusqu'à échéance	2010	2011
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier</b>	2.845.872.095	4.373.847.759
Acquisitions	2.145.320.932	2.264.859.482
Ventes	-	-354.958.334
Remboursements	-625.225.832	-1.613.248.851
Résultats réalisés	-	-18.055.572
Proratas d'intérêts	7.880.565	-10.658.189
Evaluations latentes	-	-
Dépréciations	-	-
Différence de change	-	2.541.203
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>4.373.847.759</b>	<b>4.644.327.498</b>

**4.5 Titres nantis dans le cadre d'opérations de cession-rétrocession**

Rubriques	31/12/2010	31/12/2011
Instruments de dettes émis par le secteur public	-	-
Instruments de dettes émis - autres	18.618.077	55.132.527
Instruments de capitaux propres	-	5.380.800
<b>Total</b>	<b>18.618.077</b>	<b>60.513.327</b>

Les instruments de dettes sont issus principalement des portefeuilles d'actifs disponibles à la vente ainsi que du portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance.

L'augmentation observée au niveau des instruments de dettes s'explique par le nombre croissant de contrats collatéralisés par titres conclus dans un environnement de crise et d'incertitude.

**4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles**

Rubriques	31/12/2010	31/12/2011
Obligations convertibles	95.420.347	22.730.365

Les obligations convertibles dans lesquelles la Banque a investi font partie du portefeuille des actifs disponibles à la vente et sont couvertes par des swaps contre les fluctuations des taux d'intérêts du marché. Aucun nouvel investissement en obligations convertibles n'a été réalisé en 2011.

#### 4.7 Encours souverains inclus dans les différents portefeuilles

Avec l'amplification de la crise de la dette souveraine au cours de l'exercice 2011, les expositions des banques vis à vis de certains Etats de la zone euro ont été mises en évidence, notamment par le biais du stress test et de l'exercice de recapitalisation bancaire initiés par l'Autorité bancaire européenne (ABE) sur base des chiffres au 31 décembre 2010, respectivement au 30 septembre 2011. Dans ce contexte, la BCEE publie une mise à jour de ses encours sur les Etats souverains européens suivants:

Nominal par pays et par année d'échéance:

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
Espagne	100.000.000	-	-	-	-	-	65.000.000	165.000.000
Grèce	-	-	25.000.000	55.000.000	50.000.000	-	-	130.000.000
Italie	-	155.991.612	289.365.888	355.000.000	300.000.000	90.000.000	25.000.000	1.215.357.500
Portugal	-	65.000.000	100.000.000	-	-	-	25.000.000	190.000.000
Total	100.000.000	220.991.612	414.365.888	410.000.000	350.000.000	90.000.000	115.000.000	1.700.357.500

Valeur comptable par classe d'actifs:

Pays	31/12/2010			31/12/2011		
	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total
Espagne	166.597.167	4.997.415	171.594.582	167.939.697	5.001.740	172.941.437
Grèce	84.539.994	-	84.539.994	32.871.549	-	32.871.549
Italie*	1.967.511.090	383.814.314	2.351.325.404	1.134.927.509	-	1.134.927.509
Portugal	163.483.466	15.105.759	178.589.224	122.218.243	15.107.985	137.326.228
Total	2.382.131.717	403.917.488	2.786.049.205	1.457.956.998	20.109.725	1.478.066.723

Juste valeur par classe d'actifs:

Pays	31/12/2010			31/12/2011		
	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total
Espagne	166.597.167	4.685.271	171.282.438	167.939.697	4.924.921	172.864.618
Grèce	84.539.994	-	84.539.994	32.871.549	-	32.871.549
Italie*	1.967.511.090	386.750.500	2.354.261.589	1.134.927.509	-	1.134.927.509
Portugal	163.483.466	14.259.347	177.742.813	122.218.243	11.204.132	133.422.375
Total	2.382.131.717	405.695.118	2.787.826.835	1.457.956.998	16.129.053	1.474.086.051

\* Fin 2010, la Banque avait dans ses livres un contrat CDS à sous-jacent « République d'Italie », contrat échu mi-2011 (nominal 37,4 millions EUR et juste valeur de -0,3 million EUR)

La Banque n'a pas d'exposition sur la dette souveraine irlandaise.

Dans un souci de réduction de son exposition face au risque souverain italien, la Banque a cédé des positions substantielles de la classe d'actifs des titres disponibles à la vente tout au long du deuxième semestre 2011. Ces ventes, pour un montant nominal contre-valorisé de 735 millions EUR, ont généré une perte de 24,9 millions EUR au titre de l'exercice 2011. De plus, suite à la dégradation de la notation de la dette souveraine italienne de la part des agences de notation et dans son modèle de notation interne, la

Banque a vendu l'intégralité des positions de titres sur le souverain italien enregistrées à la classe d'actifs des titres détenus jusqu'à échéance. En effet, ces positions, acquises bien avant le début de la crise de la dette souveraine, ne remplissaient plus les conditions initiales de détention en termes de coût du risque en conformité avec la procédure de la Banque mentionnée à la note 3.2.2. La Banque a ainsi appliqué les dispositions prévues par la norme IAS 39, paragraphe AG22 (a) pour justifier ces cessions qui ne mettent en cause ni son intention de détention, ni sa capacité de financement des autres positions classées dans la catégorie des titres détenus jusqu'à échéance. Les ventes liées à ce portefeuille ont généré un résultat de 18,1 millions EUR à charge du compte de résultat à la rubrique «résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat» de l'exercice 2011.

*Traitement spécifique pour la Grèce et approche appliquée:*

Parmi les Etats qui ont fait appel à un plan de soutien européen, la Grèce est le seul pays à présenter des indications objectives de dépréciation suivant application des normes IFRS, et plus précisément de la norme IAS 39, paragraphe 9 iii .

Les jugements et estimations comptables appliqués lors de la transposition de ce paragraphe de la norme en règles de gestion sont explicités à la partie 2.3.3.3 « Dépréciations des actifs disponibles à la vente ». Dans une logique d'évaluation à la juste valeur en présence d'un marché actif de la dette souveraine grecque à la fin de l'exercice 2011, une dépréciation moyenne à hauteur de 74,71 % fut actée sur l'encours souverain grec. En conformité avec les instructions de la circulaire CSSF 11/526, la Banque a eu recours à son stock de provision forfaitaire pour atténuer l'effet de cette dépréciation à hauteur de 57 millions EUR.

L'ensemble des positions détenues par la Banque tombent dans le périmètre du programme de rééchelonnement d'une partie de la dette grecque détenue par le secteur privé lancé en été 2011 et dont les conditions exactes n'ont pas encore été arrêtées à la fin de l'exercice 2011.

#### **4.8 Instruments dérivés**

Se référer à la page suivante

## BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

Notes aux comptes annuels  
au 31 décembre 2011

Rubriques	Actif	Passif	Notionnel
	Soldes au 31/12/2011		
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction</b>	<b>228.330.968</b>	<b>149.577.157</b>	<b>11.902.839.205</b>
Opérations liées au taux de change	201.153.069	37.511.063	9.550.102.074
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	191.427.549	27.917.707	8.776.975.002
- <i>autres</i>	9.725.519	9.593.356	773.127.072
Opérations liées au taux d'intérêts	27.176.612	110.687.687	2.272.546.036
- <i>IRS</i>	27.176.612	110.687.687	2.272.546.036
Opérations liées au risque de crédit	1.287	1.378.408	80.191.095
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	1.287	1.378.408	80.191.095
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>143.037.885</b>	<b>713.548.684</b>	<b>8.664.555.752</b>
Opérations liées au taux de change	51.396.419	107.069.616	796.482.791
- <i>CCIS</i>	51.396.419	107.069.616	796.482.791
Opérations liées au taux d'intérêts	12.837.981	575.636.619	5.880.709.826
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	12.837.981	575.636.619	5.880.709.826
Opérations liées aux autres indices	78.803.484	30.842.449	1.987.363.135
- <i>IRS (autres indices)</i>	78.803.484	30.842.449	1.987.363.135
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>6.155.169</b>	<b>-</b>	<b>67.800.000</b>
Opérations liées au taux d'intérêts	6.155.169	-	67.800.000
- <i>IRS</i>	6.155.169	-	67.800.000
Rubriques	Soldes au 31/12/2010		
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction</b>	<b>105.690.556</b>	<b>129.295.912</b>	<b>11.230.449.175</b>
Opérations liées au taux de change	85.260.831	100.168.918	10.154.226.767
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	85.260.357	97.673.666	10.129.966.843
- <i>autres</i>	474	2.495.252	24.259.924
Opérations liées au taux d'intérêts	20.424.625	22.435.145	914.422.737
- <i>IRS</i>	20.424.625	22.435.145	914.422.737
Opérations liées au risque de crédit	5.100	6.691.850	161.799.671
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	5.100	6.691.850	161.799.671
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>51.348.758</b>	<b>597.643.298</b>	<b>10.084.599.049</b>
Opérations liées au taux de change	6.649.592	46.700.133	769.273.657
- <i>CCIS</i>	6.649.592	46.700.133	769.273.657
Opérations liées au taux d'intérêts	36.575.339	484.758.453	6.842.893.618
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	36.575.339	484.758.453	6.842.893.618
Opérations liées aux autres indices	8.123.827	66.184.712	2.472.431.774
- <i>IRS (autres indices)</i>	8.123.827	66.184.712	2.472.431.774
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>2.065.308</b>	<b>-</b>	<b>73.800.000</b>
Opérations liées au taux d'intérêts	2.065.308	-	73.800.000
- <i>IRS</i>	2.065.308	-	73.800.000

Les variations importantes de notionnels aux rubriques « Opérations liées aux taux d'intérêts - IRS » des catégories « Instruments dérivés utilisés à des fins de transactions » et « Couverture de juste valeur » s'expliquent comme suit:

- vente partielle des positions couvertes d'un Etat souverain européen et diminution du notionnel de 735 millions EUR dans la catégorie « Couverture de juste valeur »; en contrepartie augmentation du notionnel de 920 millions EUR dans la catégorie « Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction ». La différence de notionnels reclassés s'explique d'une part par des IRS d'un notionnel de 275 millions EUR clôturés avec la vente des positions couvertes et, d'autre part, par des IRS d'un notionnel de 460 millions reclassés et couverts en terme de flux d'intérêts par des contrats de sens inverse mais de notionnel identique,
- correction de valeur appliquée à la position totale couverte d'un autre Etat souverain européen et en conséquence diminution de la catégorie « Couverture de juste valeur » de 130 millions EUR et parallèlement augmentation de la catégorie « Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction » du même notionnel.

#### 4.9 Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit

Rubriques	31/12/2010			31/12/2011		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Prêts interbancaires	3.837.642.136	130.696.009	3.968.338.145	2.560.068.331	350.964.056	2.911.032.387
Prise en pension	2.007.177.084	-	2.007.177.084	2.906.154.703	-	2.906.154.703
Crédits Roll-over	94.079.038	2.503.224	96.582.263	40.690.112	-	40.690.112
Location financement	32.711	501.856	534.567	70.237	294.669	364.906
<b>Sous-total</b>	<b>5.938.930.969</b>	<b>133.701.089</b>	<b>6.072.632.058</b>	<b>5.506.983.382</b>	<b>351.258.725</b>	<b>5.858.242.107</b>
Crédits confirmés non utilisés			54.753.138			52.679.412
Dépréciations d'actifs financiers			-			-

Dans le cas des opérations de prise en pension, la Banque devient propriétaire juridique des titres reçus en garantie et a le droit de vendre, respectivement collatéraliser ces titres. En date du 31 décembre 2011, aucun titre n'a été ni vendu ni collatéralisé.

#### 4.10 Prêts et avances au coût amorti – Clientèle

Rubriques	31/12/2010			31/12/2011		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Clientèle "retail"	257.952.115	8.193.892.843	8.451.844.958	1.542.479.904	7.744.813.801	9.287.293.705
Clientèle "corporate"	1.730.104.422	1.954.933.524	3.685.037.945	3.313.676.309	2.022.321.863	5.335.998.172
Secteur public	191.365.805	1.744.104.395	1.935.470.200	238.798.828	1.731.943.532	1.970.742.361
<b>Sous-total</b>	<b>2.179.422.342</b>	<b>11.892.930.761</b>	<b>14.072.353.104</b>	<b>5.094.955.041</b>	<b>11.499.079.197</b>	<b>16.594.034.238</b>
Crédits confirmés non utilisés			3.066.135.238			2.940.651.273
Dépréciations d'actifs financiers			-83.624.118			-59.702.421



Dont opérations de location financement :

Rubriques	31/12/2010			31/12/2011		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Location financement	9.426.103	88.986.065	98.412.168	2.869.115	100.767.654	103.636.770
<b>Sous-total</b>	<b>9.426.103</b>	<b>88.986.065</b>	<b>98.412.168</b>	<b>2.869.115</b>	<b>100.767.654</b>	<b>103.636.770</b>

### Dépréciations de valeur sur prêts et avances

	Clientèle retail	Corporate	Secteur public	Total
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2010	18.114.431	63.020.280	-	81.134.711
Dotations	11.279.773	9.991.740	-	21.271.513
Reprises	-5.823.252	-6.882.615	-	-12.705.867
Amortissements de créances (*)	-1.330.581	-4.439.008	-	-5.769.589
Reclassement des garanties en autres provisions	-34.900	-271.749	-	-306.649
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>22.205.471</b>	<b>61.418.648</b>	<b>-</b>	<b>83.624.118</b>
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	15.593.847	61.418.648	-	77.012.494
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	6.611.624	-	-	6.611.624
<b>Total</b>	<b>22.205.471</b>	<b>61.418.648</b>	<b>-</b>	<b>83.624.118</b>
Situation au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	22.205.471	61.418.648	-	83.624.118
Reclassement catégorie clients	-4.022.226	4.022.226	-	-
Dotations	3.364.800	8.479.989	-	11.844.789
Reprises	-2.156.136	-19.600.337	-	-21.756.473
Amortissements de créances (*)	-450.050	-13.776.259	-	-14.226.309
Ecart de change	-	216.295	-	216.295
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>18.941.859</b>	<b>40.760.561</b>	<b>-</b>	<b>59.702.421</b>
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	11.661.294	40.760.561	-	52.421.856
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	7.280.565	-	-	7.280.565
<b>Total</b>	<b>18.941.859</b>	<b>40.760.561</b>	<b>-</b>	<b>59.702.421</b>

(\*) L'amortissement de créances représente le montant définitivement abandonné par la Banque sur des créances dépréciées.

Encours des prêts ayant généré des dépréciations : 182.374.230 EUR au 31 décembre 2011, contre 216.358.142 EUR un an plus tôt.

Les corrections de valeur couvrent le montant principal et les intérêts.

#### 4.11 Immobilisations corporelles à usage propre

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>229.937.397</b>	<b>57.524.435</b>	<b>287.461.832</b>
Entrée	6.685.068	10.421.313	17.106.381
Sortie	-1.763.848	-12.908.062	-14.671.910
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>234.858.617</b>	<b>55.037.686</b>	<b>289.896.303</b>

<b>Amortissements cumulés</b>			
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>79.523.741</b>	<b>36.964.312</b>	<b>116.488.053</b>
Reprises	-905.148	-12.908.062	-13.813.210
Dotations	5.191.277	8.875.626	14.066.903
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>83.809.870</b>	<b>32.931.876</b>	<b>116.741.746</b>

<b>Valeur comptable nette</b>			
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>150.413.656</b>	<b>20.560.123</b>	<b>170.973.780</b>
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>151.048.747</b>	<b>22.105.811</b>	<b>173.154.558</b>

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>225.923.185</b>	<b>61.983.185</b>	<b>287.906.370</b>
Entrée	4.014.212	6.628.985	10.643.197
Sortie	-	-11.087.735	-11.087.735
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>229.937.397</b>	<b>57.524.435</b>	<b>287.461.832</b>

<b>Amortissements cumulés</b>			
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>74.595.939</b>	<b>39.001.743</b>	<b>113.597.681</b>
Reprises	-	-11.087.735	-11.087.735
Dotations	4.927.802	9.050.304	13.978.106
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>79.523.741</b>	<b>36.964.312</b>	<b>116.488.053</b>

<b>Valeur comptable nette</b>			
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>151.327.246</b>	<b>22.981.442</b>	<b>174.308.689</b>
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>150.413.656</b>	<b>20.560.123</b>	<b>170.973.780</b>

#### 4.12 Immobilisations incorporelles

<b>Situation au 1er janvier 2011</b>	<b>32.959.571</b>
Entrée	11.676.717
Sortie	-8.276.063
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>36.360.225</b>

<b>Amortissements cumulés</b>	
<b>Situation au 1er janvier 2011</b>	<b>20.024.019</b>
Reprises	-8.276.063
Dotations	12.120.075
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>23.868.032</b>

<b>Valeur comptable nette</b>	
<b>Situation au 1er janvier 2011</b>	<b>12.935.551</b>
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>12.492.193</b>

<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>25.210.714</b>
Entrée	15.618.361
Sortie	-7.869.505
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>32.959.571</b>

<b>Amortissements cumulés</b>	
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>14.913.379</b>
Ajustement base	1.495.217
Reprises	-7.869.505
Dotations	11.484.929
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>20.024.019</b>

<b>Valeur comptable nette</b>	
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>10.297.335</b>
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>12.935.551</b>

La dotation à l'amortissement en relation avec les immobilisations incorporelles est enregistrée sous la rubrique du compte de résultat « corrections de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles ».

#### 4.13 Immobilisations corporelles de placement

<b>Situation au 1er janvier 2011</b>	<b>26.432.731</b>
Entrée (acquisitions)	-
Entrée (dépenses d'investissement)	3.408.547
Sortie	-
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>29.841.278</b>

<b>Amortissements cumulés</b>	
<b>Situation au 1er janvier 2011</b>	<b>11.349.921</b>
Reprises	-
Dotations	548.822
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>11.898.744</b>

<b>Valeur comptable nette</b>	
<b>Situation au 1er janvier 2011</b>	<b>15.082.810</b>
<b>Situation au 31 décembre 2011</b>	<b>17.942.535</b>

<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>26.250.697</b>
Entrée (acquisitions)	-
Entrée (dépenses d'investissement)	182.034
Sortie	-
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>26.432.731</b>

<b>Amortissements cumulés</b>	
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>10.848.802</b>
Reprises	-
Dotations	501.119
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>11.349.921</b>

<b>Valeur comptable nette</b>	
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>15.401.895</b>
<b>Situation au 31 décembre 2010</b>	<b>15.082.810</b>

Les produits locatifs des immeubles de placement donnés en location s'élèvent à 2.408.112 EUR pour l'exercice 2011, contre 2.365.366 EUR un an plus tôt. Les frais d'entretien pour l'exercice 2011 en relation avec les immeubles de placement s'élèvent à 779.866 EUR contre 583.821 EUR un an plus tôt.

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 58.832.536 EUR fin d'exercice 2011, contre 46.668.512 EUR lors de la précédente évaluation datant de 2008.

#### 4.14 Autres actifs

Rubriques	31/12/2010	31/12/2011
Débiteurs divers (1)	7.770.458	16.436.602
Autres valeurs à recevoir à court terme (2)	36.989.396	12.729.305
Autres	3.275.713	7.668.866
<b>Total</b>	<b>48.035.566</b>	<b>36.834.773</b>

(1) Principalement des opérations sur titres et coupons

(2) Principalement des opérations sur cartes de crédit et chèques.

#### 4.15 Impôts : Actifs et passifs d'impôts

Alors que l'impôt courant constitue l'impôt exigible, les impôts différés correspondent aux flux d'impôts futurs auxquels l'entreprise pourrait être assujettie en raison du décalage entre la base comptable et la base fiscale.

Au 31 décembre 2011, la Banque enregistre une dette d'impôts courants de 69.877.268 EUR.

Dans un souci de transparence dans la présentation des postes d'impôts, la Banque avait procédé, au cours de l'exercice 2010, à un reclassement des actifs et passifs d'impôts différés enregistrés au compte de résultat des exercices 2008 et 2009 vers les actifs et passifs d'impôts courants pour un montant cumulé de - 920.805 EUR et de 19.673.457 EUR au cours de l'exercice 2011.

En 2010 et en 2011, l'ensemble des mouvements d'évaluation enregistrés au compte de résultat ont été considérés dans la détermination de la charge d'impôts courants.

En l'absence d'une nouvelle loi fiscale incorporant les normes IFRS, la Banque calcule l'impôt exigible sur base de la variation de l'actif net des postes bilantaires évalués via le compte de résultat.

Au 31 décembre 2011, la Banque enregistre un actif d'impôts différés de 164.967.202 EUR et un passif d'impôts différés de 7.471.284 EUR.

#### 4.15.1 Actifs d'impôts

Rubriques	31/12/2010	31/12/2011
Impôts courants	133.215	-
Impôts différés	120.849.162	164.967.202
<b>Actifs d'impôts</b>	<b>120.982.377</b>	<b>164.967.202</b>

Ventilation des actifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2010	31/12/2011
Instruments dérivés - application de la juste valeur	-	-
Instruments de dettes - application de la juste valeur	106.219.548	142.282.346
Instrument de capitaux - application de la juste valeur	2.689.581	3.798.471
Autres - instruments financiers	-	-
Fonds de pension - écart actuariel	11.940.033	18.886.386
<b>Actifs d'impôts différés</b>	<b>120.849.162</b>	<b>164.967.202</b>

#### 4.15.2 Passifs d'impôts

Rubriques	31/12/2010	31/12/2011
Impôts courants	53.190.604	69.877.268
<i>dont impôt sur le revenu</i>	<i>44.047.586</i>	<i>59.555.917</i>
<i>dont impôt commercial</i>	<i>9.143.018</i>	<i>10.321.351</i>
Impôts différés	27.891.554	7.471.284
<b>Passifs d'impôts</b>	<b>81.082.158</b>	<b>77.348.552</b>

Ventilation des passifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2010	31/12/2011
Instruments dérivés - application de la juste valeur	878.053	1.772.258
Instruments de dettes - application de la juste valeur	20.345.874	496.129
Instruments de capitaux propres - application de la juste valeur	6.667.627	5.202.897
Autres - instruments financiers	-	-
Fonds de pension - écart actuariel	-	-
<b>Passifs d'impôts différés</b>	<b>27.891.554</b>	<b>7.471.284</b>

Le tableau ci-dessous présente une ventilation des mutations des impôts différés actifs et passifs, selon que la variation s'est opérée via les capitaux propres ou via le compte de résultat.

Rubriques	31/12/2010	Mouvements en capitaux propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2011
Impôts différés actifs	120.849.162	44.118.040	-	164.967.202
Impôts différés passifs	-27.891.554	20.420.270	-	-7.471.284
<b>Impôts différés actifs / passifs nets</b>	<b>92.957.608</b>	<b>64.538.310</b>	<b>-</b>	<b>157.495.918</b>

Rubriques	31/12/2009	Mouvements en capitaux propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2010
Impôts différés actifs	200.148.373	-79.475.955	176.745	120.849.162
Impôts différés passifs	-149.321.556	125.580.098	-4.150.096	-27.891.554
<b>Impôts différés actifs / passifs nets</b>	<b>50.826.817</b>	<b>46.104.143</b>	<b>-3.973.351</b>	<b>92.957.608</b>

#### 4.16 Emissions de titres

Rubriques	31/12/2010			31/12/2011		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Bons de caisse	430.699.547	326.690.216	757.389.762	466.147.189	393.902.441	860.049.630
Papier commercial	4.664.515.796	-	4.664.515.796	4.730.980.856	-	4.730.980.856
Medium Term Notes et autres émissions	140.626.769	1.699.720.486	1.840.347.255	321.800.512	1.364.217.465	1.686.017.977
<b>Total</b>	<b>5.235.842.111</b>	<b>2.026.410.702</b>	<b>7.262.252.813</b>	<b>5.518.928.557</b>	<b>1.758.119.906</b>	<b>7.277.048.463</b>

dont:

- Emissions subordonnées - 262.535.727 262.535.727 21.160.545 240.758.543 261.919.088

La Banque a émis des EMTN pour un nominal de 591.882.999 EUR au cours de l'année 2011, contre 865.652.825 EUR au cours de l'année précédente.

Nouvelles émissions en 2011	2010	2011
avec échéance < 2 ans	38.250.000	85.558.069
avec échéance entre 2 ans et 5 ans	704.707.479	465.159.000
avec échéance au-delà de 5 ans	122.695.345	41.165.930
<b>Total</b>	<b>865.652.825</b>	<b>591.882.999</b>

dont:

- Emissions subordonnées (en valeur d'émission)

-

-

- Emissions structurées (en valeur d'émission)

780.652.825

591.882.999

Les principales structures émises en 2011 sont de type « Interest linked ».

Emissions venues à échéance ou remboursées anticipativement pendant l'année 2011, respectivement 2010 :

	2010	2011
Échéances / remboursements	1.088.773.837	861.419.223
<b>Total</b>	<b>1.088.773.837</b>	<b>861.419.223</b>

dont:

- Emissions subordonnées (en valeur d'émission)	-	-
- Emissions structurées (en valeur d'émission)	1.088.773.837	861.419.223

Au cours de l'exercice 2011, la Banque a procédé au rachat d'émissions propres pour une valeur de 35.602.656 EUR (33.175.663 EUR au cours de l'exercice 2010).

#### Détail au 31 décembre 2011 des emprunts subordonnés

DESCRIPTION	Taux	Devise d'émission	Nominal émis EUR	Partie assimilée EUR	Partie non-assimilée EUR
Emprunt 1999 - 2014	1,910	EUR	20.000.000	12.000.000	8.000.000
Emprunt 2000 - 2012	6,720	GBP	11.936.023	2.387.205	9.548.818
Emprunt 2000 - 2015	1,837	EUR	25.000.000	20.000.000	5.000.000
Emprunt 2000 - 2020	1,827	EUR	23.100.000	23.100.000	-
Emprunt 2001 - 2016	2,700	EUR	25.000.000	25.000.000	-
Emprunt 2001 - 2021	2,167	EUR	20.000.000	20.000.000	-
Emprunt 2001 - 2021	2,167	EUR	30.000.000	30.000.000	-
Emprunt 2002 - 2012	3,310	EUR	3.760.000	752.000	3.008.000
Emprunt 2002 - 2012	1,922	EUR	5.500.000	1.100.000	4.400.000
Emprunt 2002 - 2022	2,090	EUR	50.000.000	50.000.000	-
Emprunt 2003 - 2013	0,883	JPY	49.930.098	19.972.039	29.958.059
<b>Total</b>			<b>264.226.121</b>	<b>204.311.244</b>	<b>59.914.877</b>

La charge d'intérêts sur les émissions subordonnées s'élève à 7.706.843 EUR au 31 décembre 2011, contre 6.396.307 EUR au 31 décembre 2010.



#### 4.17 Dépôts évalués au coût amorti – Etablissements de crédit

Rubriques	31/12/2010			31/12/2011		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Dépôts interbancaires	4.013.528.950	-	4.013.528.950	4.188.130.023	11.035.519	4.199.165.542
Mise en pension	20.007.000	-	20.007.000	56.450.159	-	56.450.159
<b>Total</b>	<b>4.033.535.950</b>	<b>-</b>	<b>4.033.535.950</b>	<b>4.244.580.182</b>	<b>11.035.519</b>	<b>4.255.615.701</b>

#### 4.18 Dépôts évalués au coût amorti – Clientèle privée et secteur public

Rubriques	31/12/2010			31/12/2011		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Clientèle privée	18.901.714.112	158.023.030	19.059.737.143	20.367.034.393	153.518.189	20.520.552.582
- Comptes à vue et à préavis	3.733.575.040	-	3.733.575.040	4.359.417.767	-	4.359.417.767
- Comptes à terme	5.238.305.858	158.023.030	5.396.328.889	6.474.170.042	153.518.189	6.627.688.231
- Epargne	9.929.833.214	-	9.929.833.214	9.528.164.231	-	9.528.164.231
- Mise en pension	-	-	-	5.282.353	-	5.282.353
Secteur public	3.923.577.526	652.129	3.924.229.655	3.833.740.144	7.470.617	3.841.210.761
<b>Total</b>	<b>22.825.291.638</b>	<b>158.675.159</b>	<b>22.983.966.797</b>	<b>24.200.774.537</b>	<b>160.988.806</b>	<b>24.361.763.343</b>

#### 4.19 Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies

Principales estimations utilisées dans la détermination des engagements de pension :

Variables	31/12/2010	31/12/2011
Taux d'actualisation pour les personnes actives	4,80%	4,60%
Taux d'actualisation pour les rentiers	4,50%	3,60%
Croissance des salaires (y inclus indexation)	3,50%	3,50%
Croissance des rentes (y inclus indexation)	2,50%	2,50%
Rendement attendu	3,00%	3,00%

Dotation nette au fonds de pension renseignée à la rubrique « frais du personnel » au compte de résultat :

Composants	31/12/2010	31/12/2011
Coût des services rendus	3.494.188	3.989.178
Coût financier	11.718.524	13.391.409
Rendement attendu	-8.641.138	-8.682.527
<b>Total</b>	<b>6.571.574</b>	<b>8.698.060</b>

L'année 2010 correspond au premier exercice complet depuis l'externalisation du fonds de pension au 1<sup>er</sup> décembre 2009.

Engagements de pension:

	2010	2011
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier des engagements</b>	<b>296.053.782</b>	<b>290.701.061</b>
Coût des services rendus	3.494.188	3.989.178
Coût financier	11.718.524	13.391.409
Prestations payées	-9.867.805	-10.529.495
Ecart actuariel	-10.697.629	24.835.351
<b>Situation au 31 décembre des engagements</b>	<b>290.701.061</b>	<b>322.387.504</b>

En ce qui concerne les rentes des agents fonctionnaires, la Banque ne comptabilise les paiements qu'au moment du remboursement à l'Etat qui, dans un premier temps, prend directement en charge le paiement des rentes de ces agents. Ainsi, les « prestations payées » de 10.529.495 EUR comprennent les remboursements à l'Etat des rentes des fonctionnaires relatives à l'exercice 2010.

Actifs du plan de pension:

	2010	2011
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier des actifs</b>	<b>288.037.842</b>	<b>289.417.575</b>
Paiement de pensions	-9.924.956	-10.529.495
Contribution	7.908.239	16.901.513
Rendement attendu	8.641.138	8.682.527
Ecart d'évaluation	-5.244.688	716.070
<b>Situation au 31 décembre des actifs</b>	<b>289.417.575</b>	<b>305.188.189</b>

Pour 2011, en plus de la contribution annuelle de 8.947.978 EUR, la Banque a réalisé une contribution exceptionnelle de 7.953.535 EUR. Cette contribution correspond à la différence entre l'actif net du fonds au 31 décembre 2010 et l'engagement du fonds de pension actualisé à 4,50% à cette même date.

Investissements du plan de pension:

	2010	2011
Valeurs mobilières à revenu fixe	81,46%	90,12%
Valeurs mobilières à revenu variable	0,69%	3,35%
Autres actifs (essentiellement dépôts)	17,85%	6,53%
<b>Total</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

Engagements nets de pension:

	2009	2010	2011
Engagements de pension	296.053.782	290.701.061	322.387.504
Juste valeur des actifs du plan	-288.037.842	-289.417.575	-305.188.190
<b>Engagements non financés</b>	<b>8.015.940</b>	<b>1.283.486</b>	<b>17.199.314</b>

Stock des écarts actuariels:

<b>Stock au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>-17.311.900</b>
variation nette 2010	-5.452.943
<b>Stock au 31 décembre 2010</b>	<b>-22.764.843</b>
Stock au 1 <sup>er</sup> janvier 2011	-22.764.843
variation nette 2011	24.119.281
<b>Stock au 31 décembre 2011</b>	<b>1.354.438</b>

Au titre de l'exercice 2012, la contribution annuelle estimée de la Banque au fonds de pension sera de 8.553.500 EUR.

**4.20 Provisions**

Mouvements de l'exercice :

	31/12/2010	31/12/2011
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>384.131.724</b>	<b>429.390.537</b>
Dotations	46.255.348	633.799
Reprises	-478.231	-57.654.661
Utilisation	-518.304	-
<b>Situation au 31 décembre</b>	<b>429.390.537</b>	<b>372.369.675</b>

Le poste « Provisions » renseigne les provisions prudentielles admises sous le référentiel « Lux-Gaap ». Parmi les provisions prudentielles, nous comptons d'abord la provision AGDL dont le stock s'élève à 229.400.967 EUR au 31 décembre 2011 (inchangé par rapport à l'exercice précédent). L'AGDL a pour but exclusif de constituer un système de garantie mutuelle afin de dédommager les déposants de banques de droit luxembourgeois dans le cas d'un sinistre.

Une autre provision à caractère prudentiel est la provision forfaitaire, dont le but est de constituer au fil du temps, et ce de façon anticyclique, des réserves afin de couvrir des risques de crédit imprévisibles (« unexpected losses »). Au titre de l'exercice 2011, la Banque a acté une reprise à hauteur de 57.000.000 EUR de la provision forfaitaire pour atténuer les effets de la crise de la dette souveraine sur le compte de résultat, conformément aux instructions de la circulaire CSSF 11/526.

En sus des provisions forfaitaires et AGDL, la Banque renseigne un montant de 31.078.408 EUR à la fin de l'exercice 2011, contre 31.590.991 EUR un an plus tôt, au titre des postes spéciaux avec une quote-part de réserves en application des articles 53, 54 et 54 bis de la loi concernant l'impôt sur les revenus (LIR).

**4.21 Autres passifs**

Rubriques	31/12/2010	31/12/2011
Valeurs à payer à court terme (1)	32.634.190	27.944.532
Créanciers privilégiés ou garantis	27.387.738	34.913.868
<b>Total</b>	<b>60.021.928</b>	<b>62.858.400</b>

(1) Les valeurs à payer à court terme représentent principalement des montants à régler par la Banque dans sa qualité de prestataire de services en relation avec les chèques, coupons, titres, virements, etc.

**4.22 Transactions avec les parties liées**

Les parties liées de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, sont les sociétés consolidées, les sociétés mises en équivalence, les entités étatiques et les principaux dirigeants de la Banque.

**4.22.1 Relations entre les sociétés consolidées du Groupe**

	31/12/2010	31/12/2011
Dépôts des filiales auprès de la Banque	53.213.928	37.493.565
Intérêts sur dépôts	249.110	240.282

Aucune dépréciation n'a été enregistrée sur les prêts octroyés à des parties liées.

**4.22.2 Entités étatiques**

La Banque, instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi organique du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Par ce fait, l'Etat luxembourgeois exerce un contrôle sur la Banque qui doit dès lors se conformer aux dispositions de la norme IAS 24.

Ainsi, la Banque publie les informations suivantes concernant ses relations commerciales avec l'Etat ainsi qu'avec les autres entités étatiques.

en euros	31/12/2010	31/12/2011
<b>ACTIFS (principalement prêts évalués au coût amorti)</b>	<b>2.748.463.925</b>	<b>2.774.917.333</b>

en euros	31/12/2010	31/12/2011
<b>PASSIFS (dépôts évalués au coût amorti)</b>	<b>3.700.231.664</b>	<b>2.881.892.315</b>

#### 4.22.3 Rémunération des organes de direction et d'administration

Les rémunérations allouées aux différents organes de la Banque se ventilent de la façon suivante:

	31/12/2010	31/12/2011
Organe d'administration (9 administrateurs)	113.000	111.850
Organe de direction (5 directeurs)	904.815	922.939
<b>Total</b>	<b>1.017.815</b>	<b>1.034.789</b>

#### 4.22.4 Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction de la Banque se présentent comme suit:

	31/12/2010	31/12/2011
Organe d'administration (9 administrateurs)	920.597	1.127.263
Organe de direction (5 directeurs)	1.485.759	1.431.791
<b>Total</b>	<b>2.406.356</b>	<b>2.559.054</b>

#### 4.23 Honoraires du réviseur d'entreprises agréé

	2010	2011
Contrôle légal des comptes annuels	470.000	482.000
Autres services d'assurance	72.000	91.000
Services fiscaux	6.700	30.000
Autres	140.689	132.942
<b>Total</b>	<b>689.389</b>	<b>735.942</b>

**4.24 Eléments de hors bilan****Nature des garanties émises**

	31/12/2010	31/12/2011
Garanties d'achèvement	394.973.633	483.517.832
Lettres de crédit	44.849.753	46.382.189
Contre-garanties	314.130.787	397.008.018
Crédits documentaires	25.984.056	28.699.076
Autres	92.668.597	90.032.148
<b>Total</b>	<b>872.606.827</b>	<b>1.045.639.263</b>

**Engagements**

	31/12/2010	31/12/2011
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	5.416.350	3.934.507
Crédits confirmés non utilisés	3.120.888.376	2.993.330.685
Autres	3.934.507	10.265.861
<b>Total</b>	<b>3.130.239.233</b>	<b>3.007.531.053</b>

**Gestion d'actifs de tiers**

La Banque assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

## 5 NOTES AU COMPTE DE RESULTAT <sup>3</sup> (en euros)

### 5.1 Résultat d'intérêts

Intérêts perçus et produits assimilés	2010	2011
Avoirs à vue	5.289.763	6.860.763
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	23.613.253	27.441.638
Actifs financiers disponibles à la vente	321.777.812	314.476.542
Créances évaluées au coût amorti - instruments de dettes	30.961.184	39.960.253
Créances évaluées au coût amorti - prêts et créances	358.799.299	435.989.921
Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	98.258.849	114.199.361
Dérivés - comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	205.280.244	203.156.299
Autres actifs	962.638	869.444
<b>Total</b>	<b>1.044.943.041</b>	<b>1.142.954.222</b>
Intérêts payés et charges assimilées	2010	2011
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-14.096.687	-37.208.695
Passifs évalués au coût amorti - Dépôts	-173.794.261	-240.748.657
Passifs évalués au coût amorti - Dettes représentées par un titre	-55.289.247	-61.772.259
Passifs évalués au coût amorti - Emprunts subordonnés	-4.737.086	-5.937.109
Dérivés - comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	-418.512.767	-380.926.973
Autres passifs	-1.151.928	-1.452.675
<b>Total</b>	<b>-667.581.976</b>	<b>-728.046.368</b>
<b>Résultat d'intérêts</b>	<b>377.361.065</b>	<b>414.907.853</b>
Total des intérêts perçus et produits assimilés sur des instruments fin. qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat	1.021.329.788	1.115.512.584
Total des intérêts payés et charges assimilées sur des instruments fin. qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du résultat	-653.485.289	-690.837.673

### 5.2 Revenus de valeurs mobilières

	2010	2011
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	477	29
Actifs financiers disponibles à la vente	26.697.399	29.591.177
Mises en équivalence	11.536.039	9.086.139
Filiales	21.816.922	9.732.634
<b>Revenus de valeurs mobilières</b>	<b>60.050.838</b>	<b>48.409.979</b>

<sup>3</sup> D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes annuels et ceux des différents états représentent uniquement des différences d'arrondis

**5.3 Commissions**

Rubriques	2010	2011
Activités de crédit	27.288.674	30.429.525
Fonction de gestion	17.666.875	17.132.043
Activités liées aux fonds d'investissement	6.532.462	7.029.684
Comptes à vue et activités annexes	16.522.821	17.701.796
Autres	5.797.410	7.059.993
<b>Commissions perçues et payées</b>	<b>73.808.242</b>	<b>79.353.041</b>

**5.4 Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat**

Rubriques	2010	2011
Instruments financiers disponibles à la vente	1.138.706	21.678.922
Prêts et avances évalués au coût amorti	242.605	255.981
Instruments financiers détenus jusqu'à échéance	-	-18.055.572
Passifs financiers évalués au coût amorti	-	-9.435
<b>Total</b>	<b>1.381.311</b>	<b>3.869.897</b>

Les variations significatives constatées à l'intérieur de cette catégorie de revenus proviennent d'une part, à la rubrique des instruments financiers disponibles à la vente, de la cession d'une filiale ainsi que de ventes de positions détenues sur un Etat souverain européen, et, d'autre part, à la rubrique des instruments financiers détenus jusqu'à échéance, de la cession de toutes les positions détenues sur ce même Etat souverain européen. Nous renvoyons à ce titre aux informations reprises à la note 4.7.

**5.5 Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction**

Rubriques	2010	2011
Instruments de capital et instruments dérivés associés	2.302.761	1.720.686
Instruments de change et instruments dérivés associés	1.818.991	3.557.176
Instruments de taux d'intérêt et instruments dérivés associés	-4.782.924	-73.757.601
Dérivés de crédit	-2.776.334	1.002.048
Matières premières et instruments dérivés associés	1.485.558	1.927.065
<b>Total</b>	<b>-1.951.949</b>	<b>-65.550.627</b>

La variation significative de cette catégorie de revenus trouve son origine dans le reclassement de swaps d'intérêts, initialement actés à la catégorie «résultat sur opérations de couverture», vers la catégorie «résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction», suite à la vente ou à la correction de



valeur des actifs qui étaient couverts à l'origine. En effet, en application de la norme IAS 39, la Banque a dû résilier la relation de couverture établie entre ces actifs et les instruments dérivés sous la forme de swaps d'intérêts suite aux événements de vente ou de correction de valeur des actifs couverts au courant de l'exercice 2011. Les swaps d'intérêts en relation avec des actifs vendus ont été clôturés afin de limiter l'exposition de la Banque aux fluctuations des courbes de taux utilisées pour le calcul de la juste valeur.

## 5.6 Résultat net sur opérations de couverture

	2010	2011
<b>Couverture de juste valeur</b>		
Titres de dette à l'actif couverts par des instruments dérivés	-68.646	-703.781
Emissions au passif couvertes par des instruments dérivés	179.731	-114.384
Crédits couverts par des instruments dérivés	1.027.204	2.483.073
Dépôts couverts par des instruments dérivés	5.504	44.970
<b>Total</b>	<b>1.143.792</b>	<b>1.709.878</b>
Résultat d'évaluation sur les instruments couverts	112.747.646	24.986.143
Résultat d'évaluation sur les instruments de couverture	-111.603.854	-23.276.265
<b>Total</b>	<b>1.143.792</b>	<b>1.709.878</b>

Les opérations de couverture des risques de marché sont hautement efficaces.

## 5.7 Autres résultats nets d'exploitation

	2010	2011
Autres produits d'exploitation	8.897.217	7.461.346
Autres charges d'exploitation	-1.110.544	-899.193
<b>Autres résultats nets d'exploitation</b>	<b>7.786.673</b>	<b>6.562.153</b>

Les postes « Autres produits et charges d'exploitation » comprennent principalement :

- les loyers des immeubles donnés en location et diverses avances des locataires ;
- les remboursements de TVA suite aux décomptes d'exercices antérieurs ;
- les rentrées sur créances amorties.

**5.8 Frais du personnel**

Rubriques	2010	2011
Rémunérations	139.037.794	142.442.174
Charges sociales	7.554.625	8.136.239
Pensions et dépenses similaires	11.067.960	11.360.752
Dotation au fonds de pension	6.571.574	8.698.060
Autres frais de personnel	3.150.557	3.128.881
<b>Total</b>	<b>167.382.510</b>	<b>173.766.106</b>

**5.9 Autres frais généraux administratifs**

Rubriques	2010	2011
Frais en relation avec les immeubles et le mobilier	16.787.463	17.950.199
Loyers et maintenance des applications informatiques	13.505.701	14.458.402
Dépenses opérationnelles liées à l'activité bancaire	21.886.223	22.154.612
Autres	13.028.334	13.559.478
<b>Total</b>	<b>65.207.722</b>	<b>68.122.690</b>

**5.10 Corrections de valeur sur immobilisations corporelles****- Amortissements**

Rubriques	2010	2011
Amortissements - constructions	4.927.802	5.191.277
Amortissements - matériel et mobilier	9.050.304	8.875.626
<b>Amortissements sur immobilisations corporelles</b>	<b>13.978.106</b>	<b>14.066.903</b>

**- Dépréciations**

En 2010 et en 2011, la Banque n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immobilisations corporelles selon la norme IAS 36.

### 5.11 Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles

#### - Amortissements

Rubriques	2010	2011
Amortissements	11.484.929	12.120.075
<b>Amortissements sur immobilisations incorporelles</b>	<b>11.484.929</b>	<b>12.120.075</b>

#### - Dépréciations

En 2010 et 2011, la Banque n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immobilisations incorporelles selon la norme IAS 36.

### 5.12 Corrections de valeur sur immeubles de placement

#### - Amortissements

Rubriques	2010	2011
Amortissements	501.119	548.822
<b>Amortissements sur immobilisations corporelles - placement</b>	<b>501.119</b>	<b>548.822</b>

#### - Dépréciations

En 2010 et 2011, la Banque n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immeubles de placement selon la norme IAS 36.

### 5.13 Corrections de valeur sur risques de crédit individuels et collectifs

#### - Dépréciations sur base collective

Dépréciations sur base collective	2010			2011		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Prêts et créances	-2.684.754	1.215.252	-1.469.502	-717.460	48.519	-668.941
	<b>-2.684.754</b>	<b>1.215.252</b>	<b>-1.469.502</b>	<b>-717.460</b>	<b>48.519</b>	<b>-668.941</b>

## - Dépréciations sur base individuelle

	2010			2011		
Dépréciations sur base individuelle	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	-7.069.940	22.873.469	15.803.529	-107.985.735	10.462.520	-97.523.216
Prêts et créances	-19.802.011	13.996.853	-5.805.158	-11.127.329	21.707.954	10.580.624
	<b>-26.871.951</b>	<b>36.870.322</b>	<b>9.998.372</b>	<b>-119.113.065</b>	<b>32.170.473</b>	<b>-86.942.592</b>

En accord avec la Circulaire CSSF 11/526, une reprise de la provision forfaitaire à hauteur de 57.000.000 EUR a été portée en déduction des dépréciations d'actifs financiers disponibles à la vente.

	2010	2011
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente dépréciés	762.568	6.907.426
Intérêts sur prêts et créances dépréciés	5.601.271	5.898.579
<b>Total</b>	<b>6.363.839</b>	<b>12.806.005</b>

## 5.14 Dotations/Reprises aux provisions

	2010	2011
Dotation à la provision AGDL	-19.500.000	-
Dotation à la provision forfaitaire	-26.500.000	-
Dotation aux postes spéciaux avec une quote-part de réserves	-	-
Autres	478.231	-100.420
<b>Dotations nettes</b>	<b>-45.521.769</b>	<b>-100.420</b>

Nous renvoyons à ce titre aux explications de la note 5.13.

## 5.15 Charge d'impôt

	2010	2011
Impôt sur le résultat provenant des activités ordinaires	39.575.467	10.941.166
Impôt différé	3.973.351	-
<b>Impôt sur le résultat de l'exercice</b>	<b>43.548.818</b>	<b>10.941.166</b>

Le taux normal d'imposition applicable au Luxembourg était de 28,80% au 31 décembre 2011 et de 28,59% au 31 décembre 2010. Le taux d'imposition effectif de la Banque était de 5,03%, respectivement de 19,05% une année plus tôt, vu la divergence entre la base fiscale luxembourgeoise et la base comptable des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

La différence entre ces deux taux peut s'analyser comme suit :

	2010	2011
Résultat avant impôts et actifs non courants	228.588.364	197.786.377
Taux de taxation	28,59%	28,80%
Impôt théorique au taux normal	65.353.413	56.962.477
Impact fiscal des dépenses non déductibles	94.010	144.480
Impact fiscal des revenus non imposables	-16.425.735	-30.734.123
Bonifications d'impôts et abattements	-1.749.528	-12.150.392
Reprise d'impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	-1.747.750	-4.406.363
Autres	-1.975.592	1.125.087
<b>Impôt sur le résultat de l'exercice</b>	<b>43.548.818</b>	<b>10.941.166</b>

L'impact fiscal des revenus non imposables provient en grande partie de l'encaissement de dividendes en provenance de participations stratégiques que la Banque détient dans des sociétés résidentes, pleinement imposables et qui lui permettent d'appliquer le principe des sociétés mère-filiales afin d'éviter une double imposition économique de ces revenus. Abstraction faite de ces revenus non imposables dans le chef de la BCEE, le taux d'imposition de la Banque se situe à 10,69% en 2011 contre 24,32% en 2010.

En outre, la Banque a su profiter d'un abattement unique pour investissement mobilier au titre de l'exercice 2011 ce qui explique l'augmentation constatée à la ligne «Bonification d'impôts et abattements» entre 2010 et 2011.

## 6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS<sup>4</sup>

### 6.1 Règles générales de gestion des risques financiers

Traditionnellement, la BCEE a adopté une politique prudente et conservatrice en matière de gestion des risques. Au cours des dernières années, la Banque a accentué ses efforts pour harmoniser davantage les contrôles et évoluer vers un maximum de transparence dans les méthodes de gestion.

#### 6.1.1 Organisation du « Risk Management »

Les banques font face à des risques de nature différente, qu'ils soient financiers, tels que le risque de crédit et le risque de marché, ou qu'ils soient opérationnels.

Au sein de la Banque, la responsabilité ultime de l'analyse et de la prise de risque est du domaine du Comité de direction. D'un point de vue organisationnel, la gestion et le contrôle des risques sont délégués au département « Risk Management » (Analyse des risques).

#### 6.1.2 Rôle du Comité de direction

La Direction de la Banque, par le biais du Comité de direction, fixe les objectifs des entités commerciales, la nature des opérations à réaliser et les limites y relatives ainsi que les règles d'organisation et de contrôle interne.

#### 6.1.3 Responsabilité du département « Risk Management »

Le département « Risk Management » (Analyse des risques), qui forme une unité indépendante de toute activité commerciale dans la Banque, est responsable :

- de la mise en place d'un cadre cohérent pour l'analyse des risques financiers, ainsi que l'analyse proprement dite et le suivi permanent de ces risques ;
- de l'approbation ou du rejet des demandes provenant des entités commerciales, et la soumission des dossiers au Comité de direction pour les opérations dont le volume dépasse un seuil fixé par le Comité de direction ;

---

<sup>4</sup> D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes annuels et ceux des différents états représentent uniquement des différences d'arrondis.

- du contrôle du respect des limites (crédit, marché, négoce) à l'intérieur desquelles les entités commerciales doivent opérer.

Le département est composé de deux entités qui sont les services :

- Analyse et Suivi Risque : le service « Analyse et Suivi Risque » (ASR) est chargé de l'analyse et du suivi du risque de crédit, que ce soit au niveau de l'exposition individuelle ou au niveau des différents portefeuilles de la Banque.
- Risk Control : le service « Risk Control » est l'entité qui est chargée de la supervision des activités de la salle des marchés. La description des tâches inclut l'administration et le paramétrage des systèmes utilisés, la modélisation, l'évaluation des risques et le suivi des limites définies ainsi que le reporting interne des résultats réalisés par la salle des marchés. Le service « Risk Control » est rattaché au département « Risk Management » et rapporte directement au Comité de direction.

#### **6.1.4 Compliance**

Le risque de « compliance », appelé aussi risque de non-conformité, désigne de manière générale le risque de préjudices découlant du fait que les activités ne sont pas exercées conformément aux normes en vigueur.

Le risque de « compliance » est pris en charge par le service « Compliance », qui assure notamment :

- le respect des obligations d'anti-blanchiment avec l'exploitation d'un outil visant à détecter des transactions suspectes,
- de manière générale, le respect de la conformité avec l'environnement réglementaire au niveau de la Banque, avec délégation de certains éléments à d'autres services dont l'« Audit interne »,
- le suivi des réclamations de clients.

#### **6.1.5 Audit Interne**

La fonction « Risk Management » fait l'objet de missions régulières et récurrentes par le service « Audit Interne ». Lors de ces missions, l'« Audit Interne » contrôle à la fois l'adéquation des procédures et leur application par le département « Risk Management ».

### 6.1.6 Les systèmes de mesure et de contrôle des limites

#### 6.1.6.1 *Risque de marché*

Le risque de marché désigne le risque de perte de valeur économique d'instruments détenus par la Banque, provoquée par l'évolution défavorable de paramètres de marché.

Dans le cadre de l'évaluation et du suivi du risque de marché, la Banque applique un ensemble de méthodes qui sont :

- le calcul permanent de l'indicateur « Basis Point Value (BPV) » pour les positions à risque de taux détenues pour la salle des marchés. La BPV est une méthode simple et efficace qui permet de quantifier le risque de marché résultant de faibles variations de taux pour les positions détenues. Les « traders » sont tenus d'opérer en permanence dans le cadre des limites de BPV arrêtées par la Direction. Le respect de ces limites est surveillé par le service « Risk Control ».
- la « Value-at-risk (VaR) », pour les positions du « trading book » et du « banking book », afin d'évaluer les montants à risques liés aux positions détenues. Les montants à risque font l'objet de limites arrêtées par la Direction et supervisées par le service « Risk Control ». La VaR constitue une évolution par rapport à des indicateurs plus simples de type BPV, parce qu'elle permet à la fois :
  - d'intégrer les corrélations dans l'évolution des facteurs de risque entre les positions détenues ;
  - d'exprimer la perte potentielle par un seul montant, qui peut être mis en relation avec les fonds propres de la Banque ;
  - de quantifier la probabilité d'occurrence de cette perte ;
  - des stress-tests sur les positions détenues afin d'évaluer l'impact de mouvements de marché inattendus, qui n'est pas correctement capté par la VaR.

#### 6.1.6.2 *Risque de crédit*

Un suivi permanent de la qualité de l'ensemble des débiteurs est mis en place au sein du département « Risk Management ». Cette supervision se base à la fois sur le suivi des notations internes dont chaque contrepartie dispose et sur une analyse comportementale des engagements détenus. La Direction est informée de manière continue et selon les besoins par le département « Risk Management » sur l'évolution de la qualité des débiteurs. L'évolution de la qualité des débiteurs pour



l'ensemble des portefeuilles fait par ailleurs l'objet d'une analyse trimestrielle détaillée de la part du département « Risk Management » à l'attention de la Direction.

Les positions détenues au niveau de la salle des marchés font l'objet d'un suivi permanent et en temps réel du respect des limites de crédit accordées par la Direction.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de superviser le risque de concentration.

#### *6.1.6.3 Risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments dérivés*

La Banque a négocié des contrats-cadres ISDA (« International Swaps and Derivatives Association Inc. ») comprenant des annexes CSA (« Credit Support Annex ») en vue de limiter le risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments dérivés lorsque celles-ci présentent une évaluation « mark-to-market » positive. Fin 2011, environ 90% du volume des opérations sur instruments dérivés s'inscrivait dans le cadre de tels accords.

#### *6.1.6.4 Risque de liquidité*

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. Ce suivi inclut à la fois un rapprochement très détaillé des flux entrants et sortants sur une échéance de six mois au niveau de la trésorerie ainsi qu'une vue à moyen et long terme des besoins structurels de financement.

En 2011, la Banque a réalisé le stress-test trimestriel prévu par la circulaire CSSF 09/403 qui a démontré qu'elle serait capable, par le biais des actifs liquides qu'elle détient, de faire face à une situation inattendue de retraits de fonds massifs sur une durée prolongée.

Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement Euro Commercial Paper (ECP), US Commercial Paper (USCP) et Euro Medium Term Notes (EMTN) qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de

grande qualité permet à la Banque un refinancement à la fois auprès de la Banque centrale européenne et dans le marché de la mise en pension de titres.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque vise à disposer en permanence d'un portefeuille d'un minimum de 4 milliards EUR en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL. En 2011, le volume du portefeuille d'actifs éligibles au refinancement auprès de la BCL ou mobilisable dans le marché interbancaire a dépassé en permanence le volume de 9,4 milliards EUR « credit spreads ».

La circulaire CSSF 07/301 mentionne explicitement au § II.1. « Identification des risques » le risque de titrisation dont un établissement de crédit est sponsor ou initiateur. La titrisation peut être vue comme une technique utilisable dans la gestion de liquidité puisqu'elle permet de sortir des éléments de l'actif et permet ainsi à une banque de se procurer des fonds. La Banque n'a pas participé en tant qu'initiateur ou sponsor à une telle opération et il n'est pas prévu que la Banque y participe à l'avenir.

Depuis 2009, la Banque est membre indirect du système de règlement des transactions de change CLS<sup>5</sup>. La majeure partie des opérations de change est aujourd'hui réalisée via CLS. La participation à ce système élimine largement le risque de contrepartie (« settlement risk») lié aux opérations de change par le principe du « Payment-versus-Payment ». De même, le système CLS réduit le risque de liquidité de la Banque par l'application d'un netting entre transactions ce qui entraîne une diminution considérable des volumes transférés pour les transactions en question.

## **6.2 Exposition au risque de crédit**

### **6.2.1 Objectifs et gestion du risque de crédit**

Chaque engagement de la Banque donnant lieu à un risque de crédit fait l'objet d'une analyse préalable par le service « Analyse et Suivi Risque (ASR) ».

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, dont les encours sont renseignés sous la rubrique bilantaire « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle », la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du client. A partir d'un

---

<sup>5</sup> Continuous-Linked Settlement

seuil défini, les dossiers doivent être ratifiés par le Comité de direction de la Banque. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour plus de la moitié de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de crédit est couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie. Grâce à la méthodologie de Bâle II, la Banque peut effectuer un suivi continu des portefeuilles agrégés quant à l'évolution du risque.

Au cours de l'exercice 2011, la Banque n'a pas changé d'approche dans sa politique de gestion des risques de crédit.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, dont les encours sont répartis sur les rubriques bilantaires « Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit », « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle » et « Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe » où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant au mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité des dirigeants et la notation externe. En 2011, la Banque a poursuivi sa politique prudente d'investissement. Celle-ci s'est traduite notamment:

- par une forte proportion d'investissements en titres de type « Covered Bonds », qui présentent une sécurité d'investissement accrue par rapport à des obligations de type «senior unsecured»;
- par une concentration des investissements en éléments de dette bénéficiant par ailleurs de garanties, notamment de la part de l'Union Européenne ou de certains de ses pays-membres;
- par une réduction des engagements dans certains pays du sud de l'Union Européenne.

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, dont les encours sont répartis sur les rubriques bilantaires « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle » et « Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe », la priorité est accordée aux engagements classés au minimum « Investment Grade » sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à notation inférieure à AA-. La salle des marchés est tenue de respecter par instrument de bilan et de hors bilan à la fois la limite de crédit des contreparties et les limites de livraison (« settlement limit » et « daily settlement limit »). Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA, qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan.

Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil.

#### **6.2.2 Risque de crédit et de concentration**

Afin d'éviter tout risque de concentration, c'est-à-dire le risque découlant d'expositions trop importantes vis-à-vis d'un débiteur, d'un groupe de débiteurs, d'un secteur économique ou d'un pays, la BCEE s'est dotée de procédures visant à assurer une gestion efficace des limites accordées. Il est possible d'évaluer le risque de concentration non seulement d'un point de vue des engagements, mais également d'un point de vue des ressources de la Banque. Dans ce cas, le risque de concentration pourrait être analysé dans le contexte du risque de liquidité.

La Banque effectue une revue des différents types de limites influant sur les composantes du risque de concentration sur une base au minimum semestrielle.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de contenir le risque de concentration.

La Banque a ainsi investi dans des outils de gestion des risques adaptés aux différents profils de risque et types de financement.

De manière générale, les engagements sont pour la très grande partie concentrés sur des notations de haut niveau (AAA, AA et A), de façon à limiter l'exposition au risque et à la volatilité. Les segments plus risqués du marché sont systématiquement écartés.

<b>Exposition maximale au risque de crédit</b>	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2011</b>
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.305.028.308	2.459.527.085
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	6.072.632.058	5.858.242.107
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	14.072.353.104	16.594.034.238
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	112.640.654	235.341.022
Instruments dérivés de couverture	53.414.065	149.193.054
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	10.661.088.955	8.438.492.520
Titres détenus jusqu'à échéance	4.373.847.760	4.644.327.498
<b>Exposition des engagements de bilan</b>	<b>36.651.004.903</b>	<b>38.379.157.524</b>
Garanties d'achèvement	394.973.633	483.517.832
Lettres de crédit	44.849.753	46.382.189
Contre-garanties	314.130.787	397.008.018
Crédits documentaires	25.984.056	28.699.076
Autres	92.668.597	90.032.148
Crédits confirmés non utilisés	3.120.888.376	2.993.330.685
<b>Exposition des engagements de hors bilan</b>	<b>3.993.495.203</b>	<b>4.038.969.948</b>
<b>Total exposition</b>	<b>40.644.500.106</b>	<b>42.418.127.472</b>

La Banque a recours aux techniques classiques en matière de réduction du risque de crédit qui sont :

- les garanties réelles (« collaterals »)

<b>Décomposition par nature des collatéraux</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Hypothèques	7.550.606.245	9.343.055.020
Opérations de prise en pension	2.397.683.428	4.622.600.066
Nantissement par des dépôts en espèces resp. par des dépôts de titres	264.743.091	590.996.807

- les garanties personnelles : elles s'élèvent à 240.866.566 EUR fin 2011 contre 372.361.224 EUR un an plus tôt
- les contrats « ISDA – CSA »
- les contrats « Global Master Repurchase Agreement » (GMRA).

### 6.2.3 Analyse du risque de crédit sur actifs financiers

La Banque détermine l'exposition au risque de crédit des actifs financiers comme étant la valeur comptable en application des normes IFRS.

Afin de répondre aux exigences de la norme IFRS 7 « Financial instruments : Disclosures », les expositions au risque de crédit au 31 décembre 2011 sont présentées en fonction des notations internes.

Dans la partie « Tableaux quantitatifs des expositions et des concentrations », l'exposition au risque de crédit est renseignée à la valeur comptable avant collatéralisation. L'application d'un taux de collatéralisation constitue une technique de réduction du risque de l'actif sous-jacent.

Le risque de crédit est présenté en fonction des expositions suivantes :

- zone géographique,
- catégorie de contrepartie,
- classe de risque (« notations internes »).

Tableaux renseignant l'exposition par zone géographique :

Zone géographique au 31.12.2011 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australs	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	2.459.527	-	-	-	-	-	2.459.527
Prêts et avances au coût amorti	22.273.913	7.065	24.907	106.409	11	39.969	22.452.276
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	373.103	-	9.834	1.451	-	145	384.534
Titres disponibles à la vente	7.920.373	47.624	697.504	523.321	218.299	17.426	9.424.549
Titres détenus jusqu'à échéance	4.216.372	-	107.947	193.072	126.934	-	4.644.327
Autres	397.837	-	82	-	-	-	397.919
<b>Total</b>	<b>37.641.126</b>	<b>54.690</b>	<b>840.275</b>	<b>824.255</b>	<b>345.244</b>	<b>57.541</b>	<b>39.763.134</b>

Zone géographique au 31.12.2010 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australs	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.304.941	-	87	-	-	-	1.305.028
Prêts et avances au coût amorti	20.039.006	10.676	35.893	20.822	-	38.588	20.144.985
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	161.958	-	4.020	15	63	-	166.055
Titres disponibles à la vente	9.679.334	81.005	1.054.724	550.851	239.987	83.010	11.688.912
Titres détenus jusqu'à échéance	3.900.499	-	246.566	152.080	74.703	-	4.373.848
Autres	340.052	-	66	-	-	-	340.119
<b>Total</b>	<b>35.425.790</b>	<b>91.681</b>	<b>1.341.357</b>	<b>723.767</b>	<b>314.753</b>	<b>121.599</b>	<b>38.018.946</b>

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG  
Notes aux comptes annuels  
au 31 décembre 2011

Tableaux renseignant l'exposition par catégorie de contrepartie et par classe de risque :

	2010			2011		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
<b>Caisse et avoirs auprès des banques centrales</b>						
High grade	1.305.028.308	1.305.028.308	-	2.459.527.085	2.459.527.085	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Total Rubriques</b>		<b>1.305.028.308</b>			<b>2.459.527.085</b>	
<b>Prêts et avances au coût amorti</b>						
<b>Banques</b>						
High grade	4.588.886.908	4.588.886.908	33,49%	4.316.468.525	4.316.468.525	39,70%
Standard grade	2.002.179.402	2.002.179.402	43,00%	734.230.760	734.230.760	53,23%
Sub-standard grade	5.006.415	5.006.415	-	2.924.376	2.924.376	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	10.166.667	-	-	466.381	-	-
not rated	4.227.581	4.227.581	-	7.874	7.874	-
<b>Corporates</b>						
High grade	506.444.691	506.444.691	-	1.352.657.437	1.352.657.437	68,30%
Standard grade	622.410.030	622.410.030	3,50%	1.816.470.651	1.816.470.651	70,85%
Sub-standard grade	452.498.979	452.498.979	9,95%	640.154.618	640.154.618	37,66%
Past due but not impaired	5.222.158	5.222.158	9,95%	8.321.168	8.321.168	37,66%
Impaired	79.712.321	31.885.121	15,19%	61.248.348	24.637.424	32,52%
not rated	163.353.325	163.353.325	1,06%	92.320.520	92.320.520	21,25%
<b>Souverains</b>						
High grade	2.763.534.015	2.763.534.015	0,27%	3.614.947.816	3.614.947.816	26,30%
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	8.918	8.918	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	5	5	-
<b>Retail</b>						
High grade	4.526.410.399	4.526.410.399	81,22%	4.769.966.269	4.769.966.269	89,18%
Standard grade	3.725.924.833	3.725.924.833	91,67%	4.208.844.527	4.208.844.527	94,97%
Sub-standard grade	630.233.807	630.233.807	88,31%	724.441.242	724.441.242	93,38%
Past due but not impaired	4.794.896	4.794.896	88,31%	7.520.447	7.520.447	93,38%
Impaired	128.879.546	109.860.919	73,99%	120.659.500	105.314.950	89,48%
not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Autres</b>						
High grade	-	-	-	-	-	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	2.102.765	2.102.765	-	33.047.736	33.047.736	-
<b>Total Rubriques</b>		<b>20.144.985.162</b>			<b>22.452.276.345</b>	

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG  
Notes aux comptes annuels  
au 31 décembre 2011

	2010			2011		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
<b>Instruments financiers detenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture</b>						
<b>Banques</b>						
High grade	134.803.620	134.803.620	19,86%	274.946.056	274.946.056	41,00%
Standard grade	22.622.828	22.622.828	45,69%	27.308.338	27.308.338	20,09%
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	113.086	113.086	-	10.882	10.882	-
<b>Corporates</b>						
High grade	-	-	-	45.291.235	45.291.235	-
Standard grade	4.360.177	4.360.177	-	23.904.354	23.904.354	-
Sub-standard grade	373.229	373.229	-	1.666.730	1.666.730	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	299.154	299.154	-
not rated	1.890.080	1.890.080	-	9.030.584	9.030.584	-
<b>Souverains</b>						
High grade	1.891.699	1.891.699	-	1.816.022	1.816.022	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	1.347	1.347	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Retail</b>						
High grade	-	-	-	152.646	152.646	-
Standard grade	-	-	-	106.728	106.728	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Total Rubriques</b>		<b>166.054.719</b>			<b>384.534.075</b>	



BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG  
Notes aux comptes annuels  
au 31 décembre 2011

	2010			2011		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
<b>Titres disponibles à la vente</b>						
<b>Banques</b>						
High grade	4.080.983.244	4.080.983.244	-	3.493.832.048	3.493.832.048	-
Standard grade	1.372.175.182	1.372.175.182	-	867.647.712	867.647.712	-
Sub-standard grade	29.093.609	29.093.609	-	71.092.406	71.092.406	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	13.170.326	1.205.646	-	24.140.825	6.259.530	-
not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Corporates</b>						
High grade	430.885.993	430.885.993	-	268.291.743	268.291.743	-
Standard grade	1.472.670.229	1.472.670.229	-	1.470.101.179	1.470.101.179	-
Sub-standard grade	47.515.927	47.515.927	-	32.993.736	32.993.736	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	10.360.916	502.193	-	11.882.128	857.391	-
not rated	123.172.601	123.172.601	-	142.051.668	142.051.668	-
<b>Souverains</b>						
High grade	3.114.366.766	3.114.366.766	-	1.145.357.869	1.145.357.869	-
Standard grade	278.522.237	278.522.237	-	1.215.637.665	1.215.637.665	-
Sub-standard grade	89.696.916	89.696.916	-	169.451.430	169.451.430	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	132.260.533	32.871.549	-
not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Titrisation</b>						
High grade	598.075.817	598.075.817	-	413.543.502	413.543.502	-
Standard grade	25.675.062	25.675.062	-	63.966.567	63.966.567	-
Sub-standard grade	7.699.666	7.699.666	-	10.949.541	10.949.541	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	70.381.487	14.899.715	-	54.388.510	14.765.003	-
not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Autres</b>						
High grade	1.771.179	1.771.179	-	4.879.065	4.879.065	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Total Rubriques</b>		<b>11.688.911.982</b>			<b>9.424.549.606</b>	

	2010			2011		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
<b>Titres détenus jusqu'à échéance</b>						
<b>Banques</b>						
High grade	2.510.772.939	2.510.772.939	-	3.312.155.662	3.312.155.662	-
Standard grade	1.018.965.475	1.018.965.475	-	574.042.201	574.042.201	-
Sub-standard grade	-	-	-	64.803.558	64.803.558	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Corporates</b>						
High grade	80.649.566	80.649.566	-	4.358.613	4.358.613	-
Standard grade	5.287.453	5.287.453	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Souverains</b>						
High grade	715.869.881	715.869.881	-	639.274.988	639.274.988	-
Standard grade	42.302.444	42.302.444	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	49.692.476	49.692.476	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
not rated	-	-	-	-	-	-
<b>Total Rubriques</b>		<b>4.373.847.759</b>			<b>4.644.327.498</b>	
<b>Actifs non financiers (*)</b>	340.118.530	340.118.530	-	397.919.977	397.919.977	-
<b>Total Rubriques</b>		<b>340.118.530</b>			<b>397.919.977</b>	
<b>Total</b>		<b>38.018.946.459</b>			<b>39.763.134.586</b>	

(\*) La rubrique « Actifs non financiers » représente les rubriques « Immobilisations corporelles à usage propre », « Immobilisations corporelles de placement », « Immobilisations incorporelles », « Impôts courants », « Impôts différés » et « Autres actifs ».

La Banque renseigne sous la rubrique « Prêts et avances au coût amorti », clientèles « Retail » et « Corporates » à la ligne « Past due but not impaired », les coûts amortis dont l'échéance contractuelle de paiement est dépassée de 1 à 90 jours. Au-delà de cette limite, une dépréciation est actée, si la Banque l'estime opportune en accord avec sa politique comptable décrite à la partie 3. A la rubrique « Titres disponibles à la vente », la Banque ne connaît pas de catégorie « Past due but not impaired » mais utilise les « indications objectives de dépréciation » pour déterminer les corrections de valeurs individuelles à acter.

L'indication du taux de collatéralisation moyen traduit le degré de couverture moyen des encours par des garanties réelles.

Une indication par rubrique concernant la dépréciation est fournie par les colonnes « encours hors impairment » et « encours avec impairment ».

*Banques, Corporates et Souverains :*

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond, à titre d'exemple, aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade : de AAA à A<sup>+</sup>

Standard grade : de A à BBB<sup>-</sup>

Sub-Standard grade : de BB<sup>+</sup> à BB<sup>-</sup>

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (notation interne) est inférieure ou égale à la notation B<sup>+</sup>.

*Titrisations :*

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond, à titre d'exemple, aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade : de AAA à A<sup>+</sup>

Standard grade : de A à BBB<sup>-</sup>

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (notation interne) est inférieure ou égale au rating BB<sup>+</sup>.

### **6.3 Risque de marché**

#### **6.3.1 Détermination des expositions au risque**

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

#### **6.3.2 Objectifs et gestion des risques**

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie et aux opérations de transaction (« trading »).

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management »), qui assure d'une part l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés et d'autre part, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de Départements.

Toutes les composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de l'ALM, de la trésorerie ou du « trading » en instruments du bilan et du hors bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Ce dernier est informé régulièrement par le service "Risk Control", unité indépendante de la salle des marchés, du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus.

Au cours de l'année 2011, la Banque n'a pas changé d'approche dans sa politique de gestion des risques de marché.

Les niveaux de risque sont principalement surveillés moyennant un modèle de « Value at Risk » (VaR). Les activités de « trading » et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives. Le tableau ci-dessous renseigne les différents paramètres clés en millions d'euros:

<b>Périmètre</b>	<b>VaR journalière moyenne en 2011</b>	<b>VaR journalière maximale en 2011</b>	<b>Limite VaR pour le périmètre en question en 2011</b>
ALM	6,611	7,861	12,5
Trésorerie	0,599	0,890	3
Trading	0,086	0,219	Pas de limite

En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et « stop-loss ».

### 6.3.3 Analyse de la juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous présente la comparaison par rubrique des valeurs comptables et des justes valeurs des instruments financiers de la Banque renseignées dans les comptes annuels.

Rubriques au 31/12/2011	Valeur comptable	Juste valeur	Evaluation latente
<b>Actifs financiers</b>			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	2.459.527.085	2.459.527.085	-
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	5.858.242.107	5.858.242.107	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	16.594.034.238	17.156.430.350	562.396.112
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	235.341.022	235.341.022	-
Instruments dérivés de couverture	149.193.054	149.193.054	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	8.438.492.520	8.438.492.520	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	806.988.482	806.988.482	-
Titres détenus jusqu'à échéance	4.644.327.498	4.697.333.729	53.006.231
<b>TOTAL</b>	<b>39.186.146.006</b>	<b>39.801.548.349</b>	<b>615.402.343</b>
<b>Passifs financiers</b>			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.255.615.701	4.255.615.701	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	24.361.763.343	24.374.032.241	12.268.898
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	150.587.688	150.587.688	-
Instruments dérivés de couverture	713.548.684	713.548.684	-
Emission de titres	7.277.048.463	7.277.048.463	-
<b>TOTAL</b>	<b>36.758.563.879</b>	<b>36.770.832.777</b>	<b>12.268.898</b>
Rubriques au 31/12/2010	Valeur comptable	Juste valeur	Evaluation latente
<b>Actifs financiers</b>			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.305.028.308	1.305.028.308	-
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	6.072.632.058	6.072.632.058	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	14.072.353.104	14.382.898.125	310.545.021
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	112.640.654	112.640.654	-
Instruments dérivés de couverture	53.414.065	53.414.065	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	10.661.088.955	10.661.088.955	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	791.518.490	791.518.490	-
Titres détenus jusqu'à échéance	4.373.847.760	4.345.183.892	-28.663.868
<b>TOTAL</b>	<b>37.442.523.393</b>	<b>37.724.404.547</b>	<b>281.881.153</b>
<b>Passifs financiers</b>			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.033.535.950	4.033.535.950	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	22.983.966.798	23.052.876.109	68.909.311
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	129.467.862	129.467.862	-
Instruments dérivés de couverture	597.643.298	597.643.298	-
Emission de titres	7.262.252.813	7.262.252.813	-
<b>TOTAL</b>	<b>35.006.866.721</b>	<b>35.075.776.032</b>	<b>68.909.311</b>

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les comptes annuels est déterminée suivant les méthodes et estimations exposées ci-après.

*Actifs et passifs évalués au coût amorti au bilan et ayant une juste valeur proche de la valeur comptable*

En ce qui concerne les actifs et les passifs financiers dont la date de maturité est inférieure ou égale à 6 mois, nous estimons que leur juste valeur est très proche de la valeur comptable. La politique prudente de la BCEE et la proximité de l'échéance rendent le risque de crédit non matériel. La faible duration résiduelle rend par ailleurs le risque de taux négligeable.

De même, les actifs systématiquement collatéralisés ont une juste valeur très proche de la valeur comptable, le risque de crédit étant couvert. Il s'agit pour l'essentiel des opérations de « repo », prêts sécurisés et crédits d'équipement.

*Actifs financiers évalués au coût amorti au bilan et dont la juste valeur est différente de la valeur comptable*

Les actifs et passifs financiers envers la clientèle ainsi que les valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à échéance sont renseignés au coût amorti au bilan.

Pour les besoins du calcul de la juste valeur, la Banque distingue entre instrument cotant sur un marché et instrument de gré à gré.

Dans le cas des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des titres détenus jusqu'à échéance, il s'agit d'obligations étatiques, respectivement supranationales, pour lesquelles on trouve des cotations sur un marché actif.

En ce qui concerne les actifs et passifs financiers envers la clientèle, la Banque calcule la juste valeur par la méthode des flux de trésorerie actualisés (« Discounted cash flow ») en se basant

- a. sur des données de risque de crédit telles que la classe de risque à laquelle appartient le client, la probabilité de défaut ainsi que la perte en cas de défaut. Ces critères ont été établis à partir d'observations historiques de défauts réalisés et permettent de déterminer des primes de risque de crédit (« credit spreads ») par classe de risque, par échéance et par type d'instrument financier.
- b. sur une courbe de taux de référence.

*Hierarchisation des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur*

La Banque utilise pour la détermination des justes valeurs des techniques d'évaluations basées sur des données de marchés observables et non observables :

- les données observables reflètent les variations de marché obtenues de sources indépendantes et reflétant des transactions réelles (p.ex. un taux swap de 3 ans) ;
- les données non observables reflètent les estimations et les hypothèses internes relatives aux variations de marché adoptées par la Banque, comme par exemple une estimation de l'échéancier de remboursement d'un titre « Mortgaged-backed Securities » (MBS).

Suivant la nature des données observables et non observables, une hiérarchisation des justes valeurs a été mise en place :

- Juste valeur de niveau 1 : essentiellement des cotations issues de marchés actifs d'instruments financiers identiques. Ce niveau renseigne des titres de participations et des instruments de dettes cotés sur des bourses, ainsi que des instruments dérivés échangés sur des marchés organisés.
- Juste valeur de niveau 2 : données entrantes, autres que des cotations du niveau 1, directement observables pour les instruments financiers, tel un prix, ou indirectement observables, c-à-d. déduites de prix observables, telle la volatilité implicite d'une action déduite du prix observé de contrats d'option sur cette même action. Ce niveau comprend la majeure partie des instruments dérivés échangés de gré à gré et des instruments de dettes structurés émis. A l'origine de ces données entrantes, comme par exemple les courbes de taux « EURIBOR » ou les « spreads » de crédit, se trouvent des fournisseurs spécialisés dans le domaine des informations financières.
- Juste valeur de niveau 3 : les données en entrée des modèles de détermination de la juste valeur de niveau 3 sont principalement des données qui ne sont pas directement observables sur un marché. Ce niveau comprend certains instruments de capitaux propres ou de titres de dette pour lesquels la plupart des paramètres utilisés dans les modèles d'évaluation sont basés sur des estimations et hypothèses internes.

Pour déterminer cette hiérarchisation, la Banque a passé en revue l'ensemble de ses instruments financiers évalués à la juste valeur, afin d'évaluer l'importance des données observables, soit directement, soit indirectement sur les marchés.



Parmi les données de marché observables figurent :

- courbes de « credit spreads » déterminées à partir des prix des contrats « Credit default swaps » (CDS) ;
- taux d'intérêts interbancaires ou taux swap ;
- cours de change des devises ;
- indices boursiers ;
- « credit spreads » des différentes contreparties.

Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur :

Rubriques au 31 décembre 2011	niveau 1	niveau 2	niveau 3	total
<b>Actifs financiers</b>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
- Instruments de dettes	7.009.553	-	-	7.009.553
- Instruments de capitaux propres	501	-	-	501
- Instruments dérivés	-	228.330.968	-	228.330.968
Actifs financiers disponibles à la vente				
- Instruments de dettes	5.932.831.987	2.211.343.640	294.316.893	8.438.492.520
- Instruments de capitaux propres	658.417.691	125.016.506	202.622.888	986.057.086
Instruments dérivés de couverture	2.760.297	144.330.204	2.102.553	149.193.054
<b>TOTAL</b>	<b>6.601.020.030</b>	<b>2.709.021.317</b>	<b>499.042.334</b>	<b>9.809.083.681</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	1.010.530	-	-	1.010.530
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	-	149.577.157	-	149.577.157
Emission de titres	-	1.608.611.926	77.406.051	1.686.017.977
Instruments dérivés de couverture	337.461.932	375.852.051	234.702	713.548.684
<b>TOTAL</b>	<b>338.472.462</b>	<b>2.134.041.135</b>	<b>77.640.753</b>	<b>2.550.154.349</b>

Rubriques au 31 décembre 2010	niveau 1	niveau 2	niveau 3	total
<b>Actifs financiers</b>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
- Instruments de dettes	4.402.094	1.076.401	1.456.892	6.935.387
- Instruments de capitaux propres	14.710	-	-	14.710
- Instruments dérivés	-	105.690.556	-	105.690.556
Actifs financiers disponibles à la vente				
- Instruments de dettes	7.722.628.137	2.575.149.749	363.311.069	10.661.088.955
- Instruments de capitaux propres	642.211.041	129.807.940	255.804.047	1.027.823.028
Instruments dérivés de couverture	2.266.030	50.025.193	1.122.841	53.414.064
<b>TOTAL</b>	<b>8.371.522.012</b>	<b>2.861.749.839</b>	<b>621.694.849</b>	<b>11.854.966.700</b>
<b>Passifs financiers</b>				
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	171.950	-	-	171.950
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	-	129.295.912	-	129.295.912
Emission de titres	-	1.479.663.087	360.684.168	1.840.347.255
Instruments dérivés de couverture	334.019.356	263.419.386	204.557	597.643.299
<b>TOTAL</b>	<b>334.191.306</b>	<b>1.872.378.385</b>	<b>360.888.725</b>	<b>2.567.458.416</b>

Les variations les plus importantes des actifs financiers entre les différents niveaux du tableau ci-dessus s'expliquent par une réduction de la valeur comptable et de la volumétrie des portefeuilles évalués à la juste valeur plutôt que par une reprise continue des marchés financiers au cours de l'année 2011. En effet, la comparaison de la répartition des actifs financiers à travers les différents niveaux fin 2011 et fin 2010 ne révèle pas d'évolution significative: 67,3% des actifs financiers sont classés au niveau 1 (contre 70,6% en 2010), 27,6% au niveau 2 (contre 24,1% en 2010) et 5,1% au niveau 3 (contre 5,2% en 2010).

En revanche, la situation se présente différemment pour les passifs financiers, suite à la mise en place d'un nouvel outil d'évaluation pour les émissions propres de la Banque. En effet, le recours à cet outil a permis d'augmenter le pourcentage des passifs financiers classés au niveau 2 de 72,9% en 2010 à 83,7% en 2011 et, en parallèle, de diminuer le pourcentage des passifs financiers classés au niveau 3 de 14,1% en 2010 à 3,0% en 2011.

La Banque a eu recours à des modèles d'évaluation se basant sur des données de marché pour déterminer la juste valeur des positions classées au niveau 2 et à des modèles d'évaluation se basant sur des estimations et des données de marché pour déterminer la juste valeur des positions classées au niveau 3. Les sorties les plus importantes des niveaux 2 et 3 ont été enregistrées sur les instruments de dettes du type « Asset backed securities (ABS) » et « Mortgaged backed securities (MBS) » suite au remboursement des titres. En ce qui concerne les émissions propres de la Banque évaluées à la juste valeur, le pourcentage de classification au niveau 3 est passé de 19,6 % en 2010 à 4,6% en 2011.

## Détails du niveau 3 :

	Actifs financiers disponibles à la vente			Total actifs financiers	Passifs financiers		Total passifs financiers
	Instruments de dettes	Instruments de capitaux propres	Instruments dérivés de couverture		Emission de titres	Instruments dérivés de couverture	
<b>Total au 1<sup>er</sup> janvier 2011</b>	<b>364.767.961</b>	<b>255.804.046</b>	<b>1.122.841</b>	<b>621.694.847</b>	<b>360.684.168</b>	<b>204.557</b>	<b>360.888.725</b>
Total gains / pertes	-72.534.641	-17.310.702	979.712	-88.865.631	-1.210.787	30.145	-1.180.642
- <i>Compte de résultat</i>	-49.941.127	-11.024.737	979.712	-59.986.152	-1.210.787	30.145	-1.180.642
- <i>Réserve de réévaluation</i>	-22.593.514	-6.285.965	-	-28.879.479	-	-	-
Achats	19.655.280	7.737.894	-	27.393.174	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	5.043.750	-	5.043.750
Remboursements/ventes	-64.936.765	-21.234.767	-	-86.171.533	-103.553.594	-	-103.553.594
Transferts de ou vers le niveau 3	47.365.058	-22.373.583	-	24.991.475	-183.557.486	-	-183.557.486
<b>Total au 31 décembre 2011</b>	<b>294.316.893</b>	<b>202.622.888</b>	<b>2.102.553</b>	<b>499.042.332</b>	<b>77.406.051</b>	<b>234.702</b>	<b>77.640.753</b>
Total gains / pertes pour la période inclus dans le compte de résultats pour les actifs et passifs financiers détenus au 31 décembre 2011	3.994.365	-1.166.014	979.712	3.808.063	-733.941	-30.145	-764.086

	Actifs financiers disponibles à la vente			Total actifs financiers	Passifs financiers		Total passifs financiers
	Instruments de dettes	Instruments de capitaux propres	Instruments dérivés de couverture		Emission de titres	Instruments dérivés de couverture	
<b>Total au 1<sup>er</sup> janvier 2010</b>	<b>496.884.708</b>	<b>259.055.054</b>	<b>1.080.681</b>	<b>757.020.443</b>	<b>185.299.120</b>	<b>251.593</b>	<b>185.550.713</b>
Total gains / pertes	8.106.007	9.675.966	42.160	17.824.133	-55.995	-47.036	-103.031
- <i>Compte de résultat</i>	35.976	-	42.160	78.136	-21.753	-47.036	-68.789
- <i>Réserve de réévaluation</i>	8.070.031	9.675.966	-	17.745.997	-34.242	-	-34.242
Achats	16.531.352	8.256.861	-	24.788.213	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	73.885.286	-	73.885.286
Remboursements/ventes	-82.000.102	-17.541.077	-	-99.541.179	-54.324.020	-	-54.324.020
Transferts de ou vers le niveau 3	-74.754.004	-3.642.759	-	-78.396.763	155.879.777	-	155.879.777
<b>Total au 31 décembre 2010</b>	<b>364.767.961</b>	<b>255.804.046</b>	<b>1.122.841</b>	<b>621.694.847</b>	<b>360.684.168</b>	<b>204.557</b>	<b>360.888.725</b>
Total gains / pertes pour la période inclus dans le compte de résultats pour les actifs et passifs financiers détenus au 31 décembre 2010	35.976	-	42.160	78.136	-21.753	-47.036	-68.789

Les ajustements structurels sur les marchés financiers ainsi que l'intensification de la crise de la dette souveraine en 2011 ont démontré la bonne résistance de la Banque aux fluctuations de la juste valeur des instruments financiers. La Banque effectue des « stress tests » pour les différentes classes d'instruments financiers, sans pour autant y procéder de façon dédiée pour les instruments classés au niveau 3. Les « stress tests » font l'objet d'un reporting mensuel à la Direction de la Banque. Une analyse de sensibilité sur les hypothèses retenues pour les évaluations des instruments financiers classés au niveau 3 dégagerait un impact relatif significatif sur la juste valeur des instruments y

renseignés, qui, cependant, ne représentent que 5% du volume total des actifs financiers et 3% du volume total des passifs financiers évalués à la juste valeur. Au vu de cette fraction faible dans le volume total des actifs et passifs financiers et considérant qu'il n'est pas judicieux de faire varier de manière linéaire les hypothèses pour des instruments à caractéristiques hétérogènes, la Banque n'a pas procédé à une telle analyse spécifique de sensibilité pour les instruments classés au niveau 3.

#### 6.3.4 Analyse du risque de change : Positions nettes en devises

Au 31/12/2011	USD	GBP	ZAR	CAD	CHF	Autres	Total
Position nette au bilan	25.628.232	-8.093.760	-12.325.582	-2.083.415	9.270.093	3.399.302	<b>15.794.869</b>

  

Au 31/12/2010	USD	GBP	ZAR	CAD	CHF	Autres	Total
Position nette au bilan	27.299.039	-11.728.504	-14.352.587	-	-	-10.698	<b>1.207.250</b>

Seules les devises dont la contrevaletur de la position de change nette est supérieure à 2 millions d'euros en valeur absolue ont été renseignées séparément.

## 6.4 Risque de liquidité

### 6.4.1 Echéanciers du passif

Tableaux renseignant les passifs du bilan en fonction de la durée résiduelle restant à courir jusqu'au remboursement des passifs (données contractuelles)

Les comptes courants et les comptes d'épargne sont considérés comme étant à vue.

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2011
Emissions de titres	4.686.330.198	759.056.502	5.445.386.700	1.367.348.047	502.142.573	1.869.490.620	7.314.877.320
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	3.699.509.935	463.608.916	4.163.118.851	95.074.739	-	95.074.739	4.258.193.590
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	21.358.305.665	2.591.983.964	23.950.289.629	386.851.210	37.613.593	424.464.803	24.374.754.432
<b>Total</b>	<b>29.744.145.798</b>	<b>3.814.649.382</b>	<b>33.558.795.180</b>	<b>1.849.273.996</b>	<b>539.756.166</b>	<b>2.389.030.162</b>	<b>35.947.825.342</b>

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2010
Emissions de titres	4.278.840.598	1.011.295.344	5.290.135.941	1.541.640.939	576.152.854	2.117.793.793	7.407.929.734
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	3.653.120.972	377.651.999	4.030.772.971	4.400.075	-	4.400.075	4.035.173.046
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	21.156.987.411	1.565.189.154	22.722.176.565	240.697.527	35.292.367	275.989.894	22.998.166.458
<b>Total</b>	<b>29.088.948.980</b>	<b>2.954.136.496</b>	<b>32.043.085.477</b>	<b>1.786.738.541</b>	<b>611.445.221</b>	<b>2.398.183.762</b>	<b>34.441.269.239</b>

Tableau renseignant les dépôts de la clientèle et du secteur public en fonction des échéances  
« attendues » déterminées dans le cadre de la politique de gestion actifs-passifs

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2011
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	9.786.570.867	4.570.284.735	14.356.855.602	5.724.851.379	4.291.456.737	10.016.308.116	24.373.163.718

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2010
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	10.270.843.061	3.290.556.744	13.561.399.805	5.390.545.521	4.022.281.337	9.412.826.858	22.974.226.663

## 6.4.2 Echancier des instruments dérivés

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en brut

Etant donné que les durées résiduelles sont calculées à partir des données contractuelles, il n'a pas été tenu compte du caractère optionnel de certains contrats.

Les montants sont exprimés en contrevaletur EUR aux cours du 31 décembre 2011 et du 31 décembre 2010

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2011
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction</b>					
<u>Swaps de change et change à terme</u>					
Entrées	7.990.433.640	845.875.106	102.080.341	-	8.938.389.087
Sorties	-7.849.203.726	-829.598.763	-98.172.512	-	-8.776.975.001
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture</b>					
<u>CCIS</u>					
Entrées	15.750.004	185.323.657	400.044.366	194.117.697	795.235.724
Sorties	-20.696.754	-215.245.671	-477.753.658	-174.983.426	-888.679.509
<b>Total des entrées</b>	<b>8.006.183.644</b>	<b>1.031.198.763</b>	<b>502.124.707</b>	<b>194.117.697</b>	<b>9.733.624.811</b>
<b>Total des sorties</b>	<b>-7.869.900.480</b>	<b>-1.044.844.434</b>	<b>-575.926.170</b>	<b>-174.983.426</b>	<b>-9.665.654.510</b>

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2010
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction</b>					
<u>Swaps de change et change à terme</u>					
Entrées	9.381.788.872	691.175.678	41.954.817	-	10.114.919.367
Sorties	-9.396.351.742	-691.495.220	-42.119.879	-	-10.129.966.841
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture</b>					
<u>CCIS</u>					
Entrées	42.321.540	62.922.743	330.869.757	104.244.255	540.358.295
Sorties	-47.297.213	-98.037.706	-478.157.056	-91.977.951	-715.469.926
<b>Total des entrées</b>	<b>9.424.110.412</b>	<b>754.098.421</b>	<b>372.824.574</b>	<b>104.244.255</b>	<b>10.655.277.662</b>
<b>Total des sorties</b>	<b>-9.443.648.955</b>	<b>-789.532.926</b>	<b>-520.276.935</b>	<b>-91.977.951</b>	<b>-10.845.436.767</b>

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en net :

Les passifs nets de flux de trésorerie provenant d'instruments dérivés dont le règlement se fait en net se présentent de la manière suivante :

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2011
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction</b>					
<u>IRS</u>	9.251.803	27.885.541	210.396.312	140.684.066	<b>388.217.721</b>
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture</b>					
<u>IRS</u>	50.297.870	51.107.755	251.806.125	45.302.382	<b>398.514.132</b>
<b>Total des sorties</b>	<b>59.549.673</b>	<b>78.993.296</b>	<b>462.202.437</b>	<b>185.986.448</b>	<b>786.731.852</b>

Rubrique	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2010
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction</b>					
<u>IRS</u>	344.584	2.348.759	10.013.938	19.803.961	<b>32.511.242</b>
<b>Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture</b>					
<u>IRS</u>	67.006.056	107.839.409	560.089.892	229.527.976	<b>964.463.333</b>
<b>Total des sorties</b>	<b>67.350.640</b>	<b>110.188.168</b>	<b>570.103.830</b>	<b>249.331.937</b>	<b>996.974.575</b>

L'augmentation significative des flux liés aux instruments dérivés utilisés à des fins de transaction, s'explique essentiellement par le reclassement des IRS initialement classés en instruments dérivés utilisés à des fins de couverture et directement liés aux ventes de positions sur un état européen souverain ainsi qu'à la dépréciation d'un autre état européen souverain, tel que décrit à la note 4.7.

## 6.5 Le capital économique

La Banque s'est engagée dans un processus de mesure économique du risque et de planification de l'allocation sur les différents métiers de ses ressources en fonds propres.

Ces réflexions et ces travaux ont été formalisés et transmis à la CSSF dans le cadre du rapport ICAAP. La circulaire modifiée CSSF 07/301 ICAAP « Internal Capital Adequacy Assessment Process » prévoit la mise en place d' « un ensemble de stratégies et de processus sains, efficaces et exhaustifs qui permettent aux établissements d'évaluer et de conserver en permanence le montant, le type et la répartition des fonds propres internes qu'ils jugent appropriés pour couvrir la nature et le niveau des risques auxquels ils sont ou pourraient être exposés ».

Le document ICAAP précise l'identification et les processus de gestion des différents risques auxquels est exposée la Banque, que ce soient ceux repris par le pilier I des accords de Bâle II ou d'autres risques (liquidité, rentabilité, etc...).

Les méthodes de quantification économique des différents risques reposent sur des ajustements et des compléments aux méthodes réglementaires ainsi que sur la valorisation de risques non considérés par le pilier 1.

La politique des fonds propres de la Banque se décline à partir de la mission définie dans ses statuts : « contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise ». En conséquence, la BCEE a pour objectif de garder un levier modéré qui se traduit par un ratio de capitalisation cible élevé. En outre, les ressources en fonds propres sont prioritairement affectées aux activités sur le marché national.

## **6.5.1 Politique des fonds propres**

### *6.5.1.1 Détermination des fonds propres*

La Banque a pour mission de contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise tout en veillant à générer une rentabilité suffisante pour renforcer sa solidité financière.

Dans le cadre du modèle de capital économique de la BCEE, la détermination des fonds propres se fait, par opposition aux fonds propres réglementaires, sur base d'une approche économique. Le principe de base retenu par la Banque pour les fonds propres économiques est une approche très prudente qui consiste à considérer comme fonds propres économiques uniquement les fonds dont la Banque peut disposer immédiatement et sans restriction pour couvrir des pertes éventuelles, voire développer ses activités.



## 6.5.1.2 *Processus de mise en œuvre de la politique en matière d'adéquation des fonds propres internes*

Pour mettre en œuvre sa politique d'adéquation des fonds propres internes, la Banque adopte la démarche suivante :

- Développement d'un modèle d'évaluation interne des différents risques (risques du pilier I de Bâle II complétés par des risques non couverts par le pilier I) ;
- Détermination d'une marge de sécurité importante entre les fonds propres disponibles et la couverture du risque, se matérialisant par un ratio de capitalisation cible élevé. A noter que la Banque a respecté tout au long de l'année 2011 les exigences de fonds propres réglementaires prévues par le pilier 1 de Bâle II ;
- Répartition des fonds propres suivant l'organisation interne de la Banque et les prévisions de résultats de la Banque ;
- Etablissement de prévisions sur l'exposition au risque par activité (maximum risque économique, risque réglementaire) ;
- Calcul du montant prévisionnel des fonds propres nécessaires à la couverture des risques ;
- Lorsque le ratio minimum est atteint, allocation du capital excédentaire selon les orientations stratégiques de la Banque.

En ce qui concerne la gouvernance interne, le rapport ICAAP 2011 a été présenté au Conseil d'administration de la Banque qui a validé les orientations prises par la Banque en matière d'ICAAP. Conformément à la circulaire ICAAP, le Conseil d'administration sera informé au moins annuellement, voire plus souvent en cas de besoin ou d'évolution méthodologique majeure.

## ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, a été modernisée par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique « le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi ».

La situation présentée ci-dessous correspond au 31 décembre 2011 :

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

<b><i>PRESIDENT</i></b>	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances
<b><i>VICE-PRESIDENT</i></b>	M. Patrick GILLEN	Directeur du Contrôle Financier, Ministère des Finances
<b><i>ADMINISTRATEURS</i></b>	M. Georges DENNEWALD	Représentant du Personnel
	M. Paul ENSCH	Directeur, Chambre des Métiers
	Mme Patrizia LUCHETTA	Attaché de Gouvernement, Ministère de l'Economie
	Mme Elisabeth MANNES-KIEFFER	Premier Conseiller de Gouvernement, Ministère de l'Economie
	M. Nico RAMPONI	Représentant du Personnel
	Mme Betty SANDT	Attaché de Gouvernement 1 <sup>er</sup> en rang, Ministère des Finances
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller de Direction à la Chambre des Salariés e. r.

### COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Georges HEINRICH	Directeur du Trésor, Ministère des Finances
---------------------	---

COMITE DE DIRECTION

***PRESIDENT***

M. Jean-Claude FINCK                      Directeur Général

***MEMBRES***

M. Michel BIREL                              Directeur Général adjoint

M. Gilbert ERNST                            Directeur

M. Guy ROSSELJONG                        Directeur

Mme Françoise THOMA                      Directeur

REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

PricewaterhouseCoopers S.à r.l.    Luxembourg

Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 14 mars 2012.

Luxembourg, le 14 mars 2012

Pour le Conseil d'administration

Victor Rod  
Président